



Situation économique des filières avicoles et cunicole

Assemblée Générale de la CFA

16 octobre 2019

Ce rapport a été rédigé avec le concours précieux du service économique de l'Itavi.

EN VRAI, QUAND ON VIENT DE LA TERRE, ON EN COMPREND MIEUX LES RÉALITÉS.

**Groupama, 1^{er} réseau*
de professionnels
sur le terrain avec
plus de 2000 conseillers
et experts.**



groupama-agri.fr

Premier assureur du monde agricole, nous conseillons et accompagnons aujourd'hui 6 agriculteurs sur 10* en France. Parce que nous sommes mutualistes et sur le terrain, à vos côtés depuis toujours, nous savons mieux que personne comment répondre aux enjeux spécifiques de votre profession. Nos conseillers et nos experts mettent en place avec vous les solutions adaptées à votre situation dans une logique de prévention et de gestion globale des risques de votre exploitation.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur groupama-agri.fr ou contactez votre conseiller Groupama.

* Source : Groupama 2016, Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles - Entreprise régie par le Code des Assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution - 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09. Document et visuels non contractuels - Réf. Com HP AL/2016 - Crédit photo : Aurélien Chauvaud - Création : Agence Marcel, Octobre 2018.



Groupama
la vraie vie s'assure ici

LA QUALITÉ À L'ÉPREUVE DU TEMPS



LOHMANN
FRANCE



TABLE DES MATIERES

1.	Les volailles de chair	8
1.1.	Contexte international	8
1.2.	Union européenne	14
1.3.	Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques	21
2.	Les œufs et les ovoproduits.....	35
2.1.	Contexte international	35
2.2.	Marchés européens	37
2.3.	La filière et le marché français	42
3.	Le lapin de chair	49
3.1.	Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux.....	49
3.2.	La filière française.....	52
4.	Le foie gras.....	60
4.1.	Contexte mondial	60
4.2.	Production française de foie gras impactée par les crises sanitaires.....	62
4.3.	Bilan des échanges 2018 et tendance 2019	63
4.4.	Une consommation en reprise	64
5.	Conclusions et perspectives	65

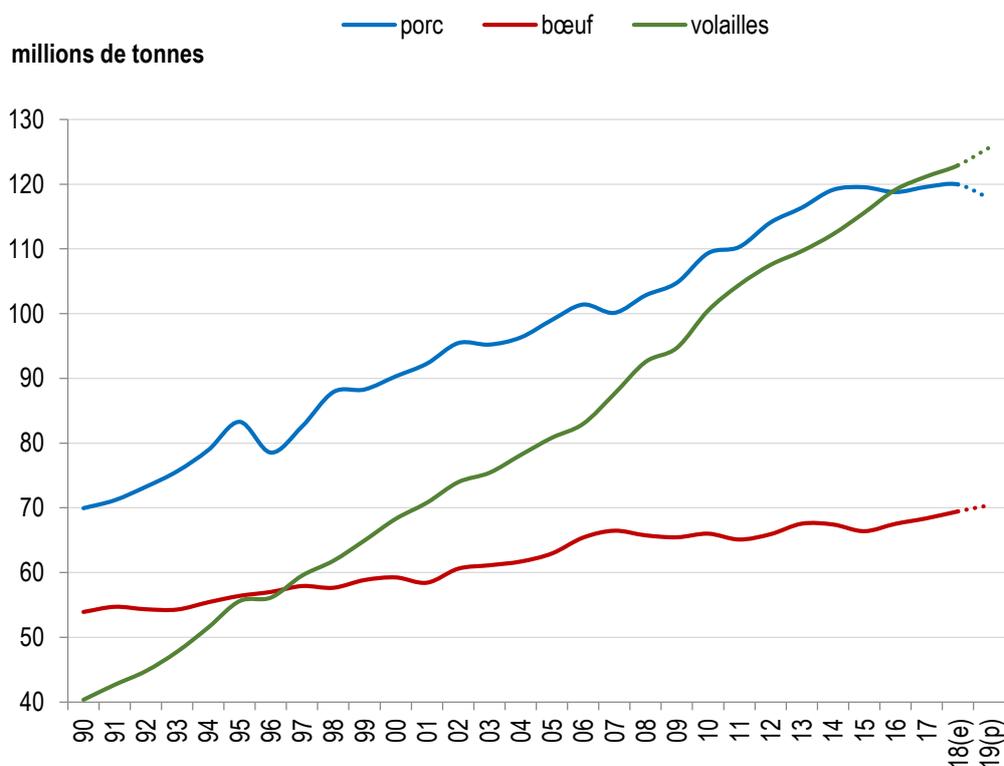
1. Les volailles de chair

1.1. Contexte international

1.1.1. Chiffres clés de la production de viandes dans le monde

La production mondiale de viande de volaille affiche la plus forte croissance au sein des productions de viandes. Depuis les années 2000, son taux de croissance annuel moyen est de 3,3 % contre 1,6 % pour la viande porcine, 1,5 % pour la viande ovine et 0,9 % pour la viande bovine. Selon les estimations OCDE/FAO, la volaille est la première viande produite dans le monde en 2018 avec 123 millions de tonnes (Mt) devant la viande porcine (120 Mt), la viande bovine (69 Mt) et la viande ovine (15 Mt). Cette croissance du secteur des volailles est principalement due à la production de poulet qui représente 90 % de la production mondiale en 2017 selon FAOSTAT, tandis que les productions de dinde (5 %) et de canard (4 %) restent plus modestes même si elles suivent également une dynamique de croissance sur les dix dernières années.

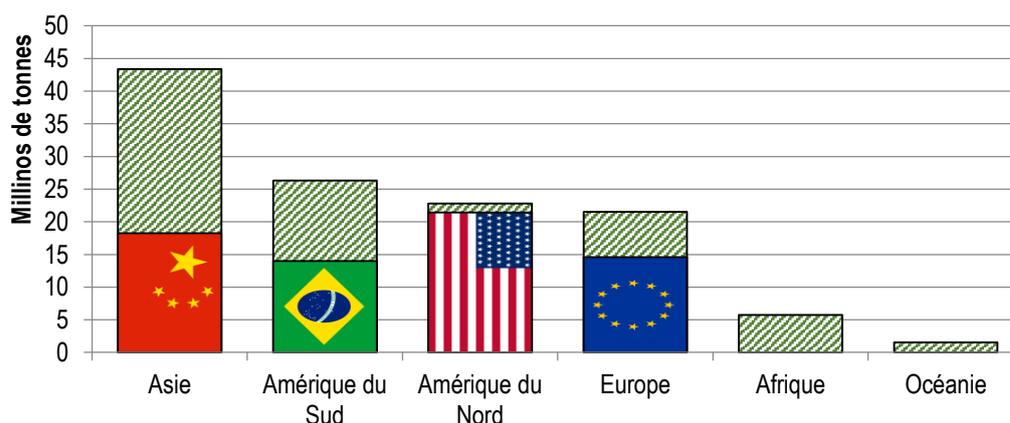
Production mondiale des principales viandes depuis 1990



Source : ITAVI d'après OCDE/FAO

En 2018, les principales régions productrices de volaille sont l'Asie (36 %), l'Amérique latine (21 %), l'Amérique du Nord (19 %) et l'Europe (18 %). Les États-Unis sont les premiers producteurs (21,8 Mt) suivis de la Chine (18,4 Mt), de l'Union européenne (14,8 Mt) et du Brésil (13,6 Mt).

Principales régions productrices de viande de volaille en 2018



Source : ITAVI d'après OCDE/FAO

Les États-Unis sont les premiers producteurs de viande de volaille au monde avec 22,3 Mtéc produites en 2018 selon l'USDA. Le marché se développe principalement grâce à un marché intérieur en croissance. Les épisodes d'influenza aviaire 2015 ont durablement affecté les exportations, notamment vers la Chine, qui restent 8 % en dessous de leur niveau de 2014. Toutefois, l'accord Canada-États-Unis-Mexique destiné à remplacer l'ALENA permettra aux États-Unis un meilleur accès au marché canadien avec une hausse progressive des contingents à droit réduit de 10 000 tonnes en six ans.

La Chine est le deuxième producteur mondial de volaille avec une production estimée à 17,6 Mtéc par la FAO en 2018, qui produit principalement à destination de son marché intérieur, les échanges représentant une faible proportion du marché total. Si le poulet est la principale production (71 %), la production de canard (16 %) et d'oie (14 %) y est également significative. Depuis 2015, la Chine fait face à des difficultés pour développer sa production de poulet en lien avec un embargo sur la génétique imposée successivement aux États-Unis, à la France puis à l'UE en raison d'épisodes d'influenza aviaire. Le déficit en poussins reproducteurs a affecté négativement la production de poulet depuis. Ces restrictions sont à mettre en regard de la situation sanitaire des élevages chinois, avec plusieurs vagues d'IA depuis 2013 avec des cas humains, qui ont affecté la confiance des consommateurs ayant pour cause une chute des prix de détail en poulet. L'année 2018 n'ayant connu que peu de cas humains de grippe aviaire, la demande a repris au quatrième trimestre accéléré par le transfert de consommation du porc, touchée par la Fièvre Porcine Africaine, vers la viande de volailles.

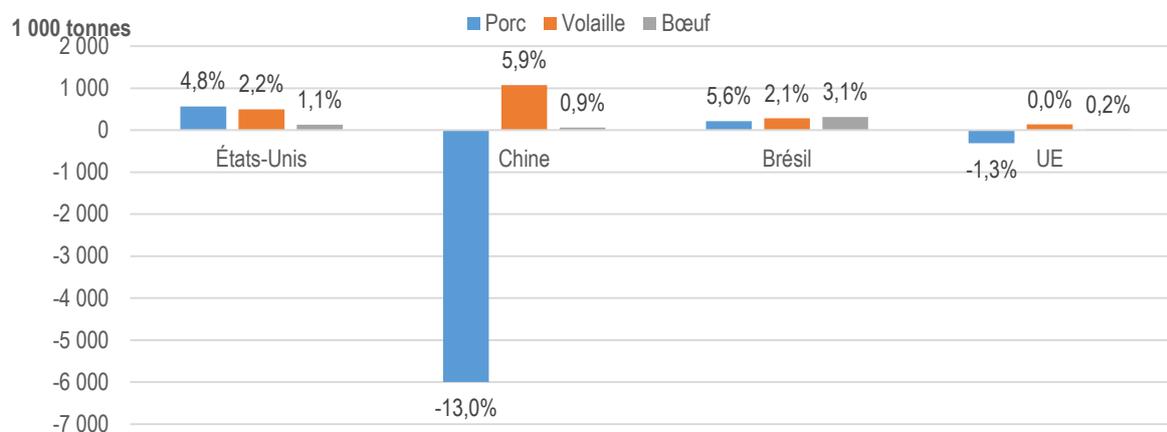
1.1.2. Perspectives de croissance : La peste porcine africaine accentue la demande mondiale en viande de volaille

La fièvre porcine africaine (FPA), apparue en Chine en août 2018, et qui s'est généralisée à l'Asie du Sud-Est (Viêt-Nam, Cambodge, Myanmar, Philippines), aura de fortes répercussions sur le marché mondial des viandes. Si les conséquences à long terme de cette onde de choc sur les marchés alimentaires mondiaux restent encore incertaines, plusieurs effets se font déjà ressentir. Pour la première fois depuis près de trente ans, la production mondiale de viande devrait diminuer en 2019 (- 0,2 % selon la FAO), l'effectif de truies chinoises ayant été amputé d'au moins 23 % depuis le début de la crise selon les chiffres officiels.

L'épidémie continue de se répandre dans l'ensemble de la Chine et de l'Asie du Sud-Est avec, pour l'heure, aucune perspective concrète sur la mise au point d'un vaccin efficace selon la DGAL. Les estimations de perte de production en Chine sont très variables allant de 10 % à 50 % du total national en 2019. La hausse des prix intérieurs du porc et l'ampleur du déficit engendreront un impact sur la consommation, mais les ajustements qui seront réalisés restent encore incertains. Les inquiétudes sur la FPA ont poussé une partie des consommateurs chinois à se détourner de la viande de porc et certains établissements scolaires et entreprises à la bannir de leur repas.

Toutefois, le porc restera la viande la plus consommée en 2019 et les perspectives de hausse de production sur les autres viandes semblent limitées selon l'USDA.

Estimation des évolutions de production de viande entre principaux producteurs mondiaux entre 2018 et 2019



Source : ITAVI d'après USDA, ABPA, OCDE, Eurostat, ABCIS

Si l'offre mondiale progresse, combler le déficit généré par la FPA nécessiterait de doubler le commerce mondial en porc ce qui semble improbable à court terme. Malgré tout, le prix du porc est en forte hausse en Union européenne qui profite de l'appel d'air. La Chine a en effet vu ses importations augmenter de 18 % sur les 4 premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2018. Le déficit n'empêche toutefois pas la Chine de renoncer à une partie de ses fournisseurs traditionnels tels que le Canada dont les importations ont été bloquées en juin pour raison sanitaire (ractopamine) ou encore les États-Unis dans un contexte de guerre commerciale.

Un report massif des importations d'autres protéines est envisagé par de nombreux industriels et notamment vers la volaille, en raison de son court cycle de production. Traditionnellement importatrice de pattes de poulet, la Chine a également nettement augmenté les importations d'autres morceaux (notamment des ailes) depuis le début de la crise. Par ailleurs, les levées de restrictions à l'importation de viande de volaille en provenance de Thaïlande, de Pologne ou de France permettent de corroborer l'hypothèse d'un report vers la volaille. La Pologne, profite déjà de ce contexte et a nettement accru ses exportations de poulet. Aussi, la Chine a fait marche arrière sur ses mesures anti-dumping visant la viande de volaille brésilienne suite au scandale sanitaire « *carne fraca* » sous couvert d'un prix de vente minimum.

Une grande part de l'incertitude réside également dans la capacité de la Chine à augmenter sa production domestique de volaille compte tenu du déficit présumé de reproducteurs dans le pays. L'USDA prévoit toutefois une hausse de 5,9 % de la production chinoise en 2019, soit un approvisionnement supplémentaire de plus d'un million de tonnes de volailles.

1.1.3. Échanges mondiaux de viandes de volailles

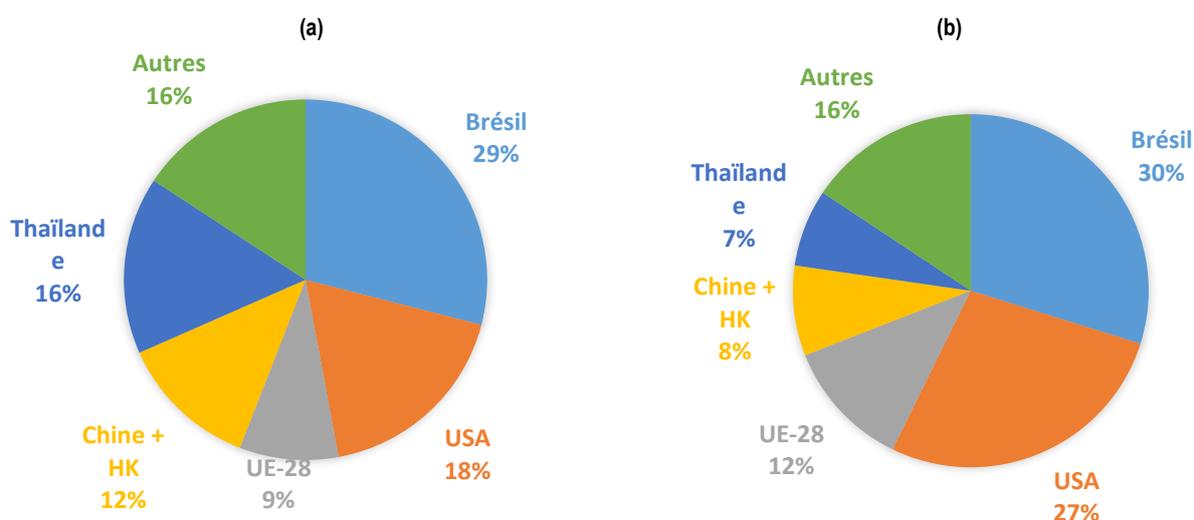
1.1.3.1. Exportations

Les échanges mondiaux de viande de volaille (hors commerce intra-UE), qui représentent 11% de la production totale, ont été multipliés par deux depuis 2000 et sont en hausse de 2 % en 2018 par rapport à l'année précédente. Le premier exportateur mondial est le Brésil avec 30 % des parts de marché en volume, suivi des États-Unis (27 %), de l'Union européenne (12 %), de la Chine et de Hong-Kong (4 %). Le poids du reste des pays exportateurs est en hausse sur les dernières années et traduit l'émergence de nouveaux acteurs sur le marché mondial tels que l'Ukraine, la Turquie et la Russie pour lesquels les exportations ont plus que doublé depuis 2010. Si l'importance de ces pays reste encore modeste dans le commerce mondial (entre 1 % et 2 % des parts de marché), ces

nouveaux acteurs contribuent à intensifier la concurrence internationale notamment avec les pays de l'Union européenne.

En valeur, les parts de marché à l'export des États-Unis (18 %) sont plus faibles qu'en volumes (27 %) car ces derniers exportent majoritairement des produits à bas prix non consommés sur le marché intérieur. C'est l'inverse pour la Thaïlande, qui totalise 14 % des exportations mondiales en valeur, majoritairement des préparations cuites à prix élevé vers l'UE et le Japon, ces destinations ayant interdit les exportations de viandes crues par le passé du fait de l'influenza aviaire.

Part de marché des principaux pays exportateurs de viandes et préparations de volailles en valeur (a) et en volume (b) pour l'année 2018

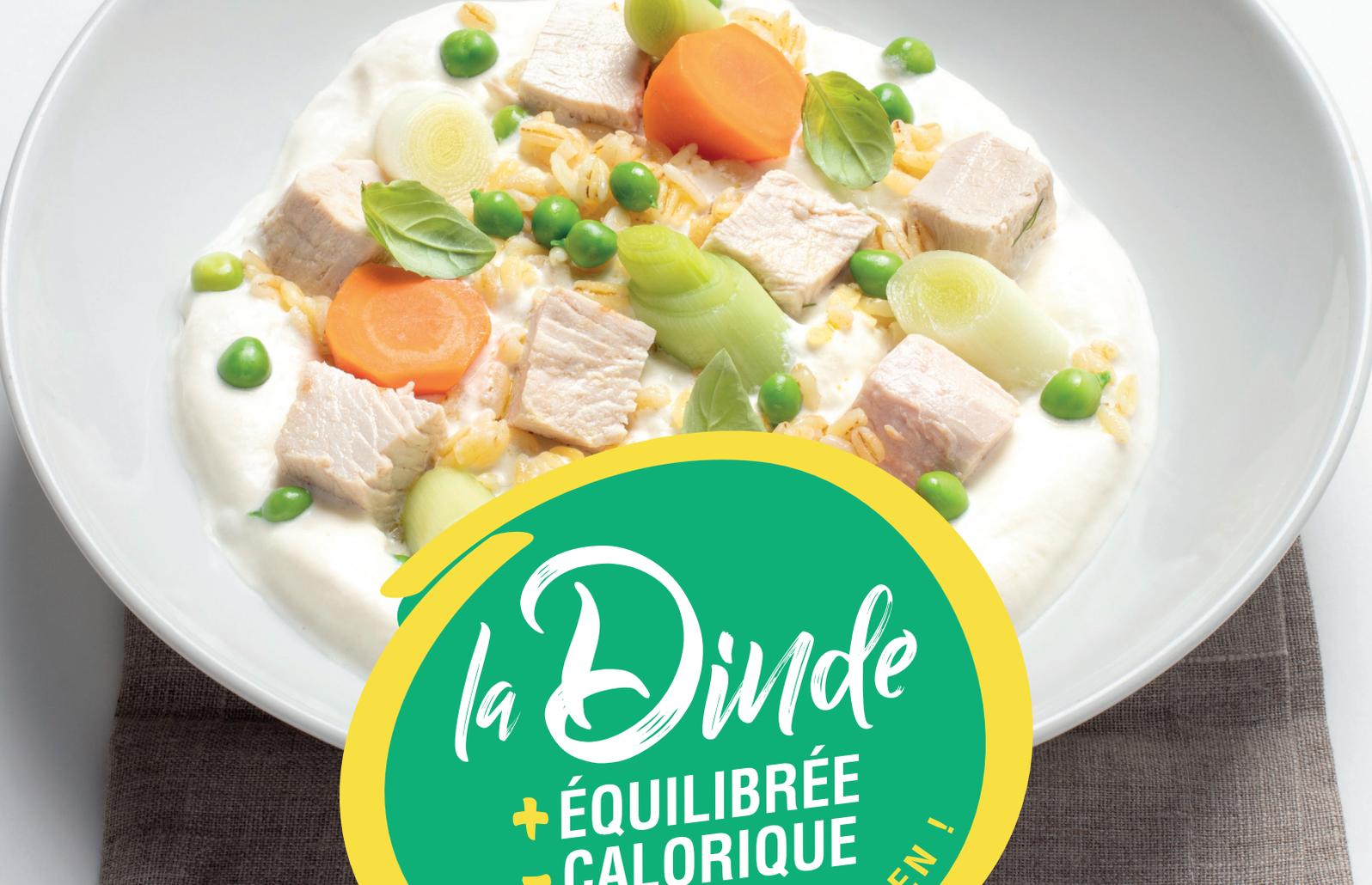


Source : ITAVI d'après TDM

1.1.3.2. Importations

Les importations sont moins concentrées au niveau mondial, la somme des dix premiers pays importateurs et de l'UE-28 ne représentant 63 % du volume de viande importé. On peut toutefois identifier quatre marchés dynamiques :

- l'Union européenne est de loin le marché le plus dynamique au monde avec 29% des échanges mondiaux réalisés entre pays européens sur des produits à forte valeur ajoutée tels que les filets et préparations. Hors-échanges internes, elle représente au global 6 % des importations mondiales de viandes de volaille en volume et 10 % en valeur ;
- l'Asie du Sud-Est représente 32 % des importations mondiales de viande de volaille avec comme principaux pays importateurs la Chine, Hong-Kong (plateforme de commerce en Asie), le Japon et le Viêt-Nam ;
- les pays du Proche et Moyen-Orient, dont le déficit hydrique empêche la production d'aliments à bas coût, sont d'importants consommateurs de volailles et représentent environ 16 % des importations mondiales totales ;
- les Pays de l'ALENA, qui représentent 9 % des importations mondiales de volaille, notamment via les exportations de volaille des États-Unis vers le Mexique.



la Dinde
+ ÉQUILIBRÉE
- CALORIQUE
COACHE TON QUOTIDIEN!

DÉCOUVREZ
MES RECETTES DE DINDE
ET PLEIN D'AUTRES CONSEILS NUTRITIONNELS
SUR JAIMELADINDE.FR

FLORIAN BARBAROT

CUISINIER DANS L'ÂME
& SPORTIF DANS L'ESPRIT

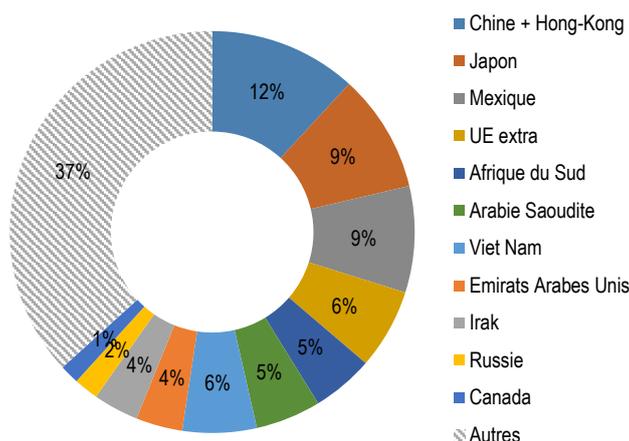


f   JAIMELADINDE.FR

GULFSTREAM COMMUNICATION - FC Nantes 0 389 788 993 - © Philippe Charlot

POUR VOTRE SANTÉ, MANGEZ AU MOINS CINQ FRUITS ET LEGUMES PAR JOUR. WWW.MANGERBOUGER.FR

Part des principaux pays dans les importations mondiales en volume de viandes et préparations de volailles (2018)



Source : ITAVI d'après TradeMap

1.1.4. Coûts de production dans le monde

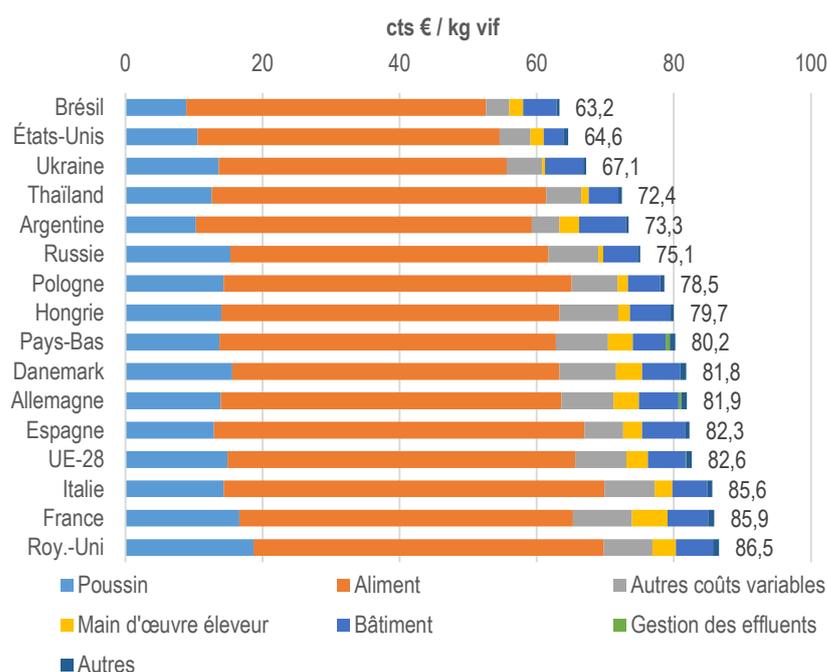
Les coûts de production estimés par Peter Van Horne (Wageningen Economic Research) pour l'année 2017 confirment la compétitivité du Brésil au niveau mondial avec un coût de production 63,2 €/100kg de poids vif, 28 % inférieur à celui de la moyenne des pays de l'UE-28, qui s'explique principalement par le faible coût de l'aliment et du poussin. Un autre avantage comparatif du Brésil vis-à-vis de l'UE concerne les autres charges variables (énergie, frais vétérinaires...), ainsi qu'un cadre réglementaire moins contraignant. Toutefois, en lien avec la hausse des matières premières et le renforcement des contrôles sanitaires, le coût de production est en hausse de 1,6 % par rapport à 2015. De même les États-Unis sont très bien positionnés (64,6 € / 100 kg), avec des charges en poussin plus élevées qu'au Brésil mais un avantage sur les charges fixes.

En Europe, l'Ukraine possède les coûts de production les plus bas (67,1 €/100 kg) suivie de la Russie (75,1 €/100 kg) et de la Pologne (78,5 € / 100 kg). En Union européenne, le coût de production moyen est de 82,6 € / 100 kg pour l'année 2017, en repli de 4,5 % par rapport à 2015, avec des gains de compétitivité dans tous les pays et particulièrement aux Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne. Le coût de production en France est en repli sur 2015-2017 (- 3,4 %) à 85,9 € / 100 kg, mais se dégrade par rapport à la moyenne européenne (4,0 % supérieur en 2017 contre 2,8 % en 2015).

Les comparaisons de coûts de production sont à interpréter avec prudence compte tenu de l'influence des modes d'organisation des filières.

Peter Van Horne réalise également une comparaison internationale des coûts sortie abattoir qui tend à renforcer les écarts entre l'UE et ses principaux compétiteurs du fait d'un coût de la main-d'œuvre inférieur (au Brésil, en Ukraine et même aux États-Unis). Au sein de l'Union européenne, les estimations publiées par Peter van Horne ne tiennent pas compte de la taille et du niveau d'automatisation des abattoirs. Ainsi les abattoirs français, en moyenne plus petits, produisant une diversité importante de produit et s'appuyant donc sur une main d'œuvre importante peinent à réaliser les économies d'échelles qui prévalent en Allemagne ou aux Pays-Bas.

Comparaison internationale des coûts de production



Source: Wageningen Economic Research, 2019, *Competitiveness of the EU poultry meat sector, base year 2017*

1.2. Union européenne

1.2.1. Production

1.2.1.1. Volailles de chair

Les abattages de volaille de chair s'établissent à 15,2 Mtéc en 2018 soit une hausse de 4,8 % par rapport à 2017. Cette progression dynamique s'explique par la reprise de la production après une année 2017 affectée par des épidémies d'influenza aviaire dans l'ensemble de l'Europe.

La production de poulet tire la croissance avec une hausse de 4,2 % par rapport à 2017. Les abattages de dinde suivent une progression de 3,6 % et ceux de canard de 27,3 % en reprise par rapport à l'année dernière en raison des épisodes d'influenza aviaire ayant affecté plusieurs pays (France, Hongrie, Bulgarie).

La Pologne est de loin le premier producteur de viande de volailles de l'Union européenne avec 2,55 Mt abattues devant le Royaume-Uni (1,96 Mt) et la France (1,72 Mt). Si la France a vu sa production stagner sur dix ans tandis que la production a continué de croître dans le reste des grands pays producteurs de l'UE, on observe un tassement de la croissance de production en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie depuis 2014.

Abattages de volailles en Union européenne – 1 000 t c

	2005	2010	2015	2017	2018	2019*	% 19*/18
Pologne	1 036	1 342	2 011	2 344	2 545	2 582	+ 1,4 %
Roy.-Uni	1 582	1 568	1 689	1 812	1 958	2 010	+ 2,7 %
Espagne	1 287	1 349	1 447	1 529	1 637	1 716	+ 4,8 %
France	1 790	1 687	1 709	1 660	1 724	1 669	- 3,2 %
Allemagne	994	1 380	1 511	1 514	1 572	1 566	- 0,4 %
Italie	1 013	1 180	1 295	1 327	1 285	1 284	- 0,1 %
Pays-Bas	671	782	986	1 034	1 038	1 033	- 0,5 %
Hongrie	375	360	479	485	525	516	- 1,7 %
Roumanie	292	287	375	405	453	468	+ 3,5 %
Belgique		404	453	463	470	460	- 2,0 %
Portugal	251	296	309	341	346	343	- 0,8 %
Total UE-28	10 798	11 964	13 638	14 474	15 166	15 303	+ 0,9 %

Source : ITAVI d'après Eurostat, SSP

1.2.1.2. Poulet

Les abattages de poulet de l'année 2018 sont en hausse de 4,2 % par rapport à 2017 avec en première place la Pologne devant le Royaume-Uni, l'Espagne et la France.

La croissance des dix dernières années a été très importante en Pologne. Depuis 2010, elle est principalement soutenue par les exportations de poulet. En 2018, 68 % de la production de la production du pays est exportée.

Au Royaume-Uni les abattages de poulet continuent leur progression en 2018 (+ 8,0 %). La production est tirée depuis plus de dix ans par la demande en viande de volailles. Depuis 2000, la population britannique a en effet cr  de 10 % (10 % en France) et la consommation de volaille par habitant a augmenté de 23 % (12 % en France). Le Royaume-Uni est historiquement déficitaire en poulet et s'approvisionne sur le marché extérieur pour satisfaire sa demande intérieure, notamment en Union européenne (Pays-Bas, Pologne), en Thaïlande et au Brésil.

Abattages de gallus en Union européenne – 1 000 t c

	2005	2010	2015	2017	2018	2019*	% 19*/18
Pologne	796	1 000	1 635	1 937	2 080	2 110	1,5%
Roy.-Uni	1 331	1 376	1 481	1 630	1 761	1 820	3,3%
Espagne	0	1 116	1 203	1 260	1 346	1 422	5,7%
France	925	1 037	1 099	1 100	1 131	1 105	-2,3%
Pays-Bas	654	781	986	1 034	1 038	1 033	-0,5%
Allemagne	591	803	964	969	1 021	1 021	0,0%
Italie	695	865	969	1 007	973	975	0,2%
Belgique	0	396	445	455	462	453	-1,9%
Hongrie	0	208	304	334	327	321	-1,8%
Portugal	207	249	261	291	292	289	-1,1%
Total UE-28		9 048	10 862	11 861	12 355	12 514	1,3%

Source : Itavi d'après Eurostat, SSP

1.2.1.3. Dinde

En 2018, les abattages de dinde des pays de l'UE ce sont inscrits en hausse (+ 3,6 %) portés par la reprise de la production en Pologne (+ 13,2 %) et le développement toujours dynamique de la production espagnole (+ 6,3 %). La production Française est restée stable (+ 0,5 %) de même que la production Allemande (+ 0,2 %). En 2019, les données du premier semestre laissent présager d'une tendance de production en baisse pour l'Union européenne (- 1,2 %) avec un repli notable des abattages français (- 6,2 %) et britanniques (- 2,9 %) tandis que la tendance est stable pour la Pologne (+ 0,5 %) et l'Allemagne (0,0 %). Seule l'Espagne maintient ses abattages à la hausse (+ 4,1 %).

Abattages de dindes en Union européenne – 1 000 téc

	2005	2010	2015	2017	2018	2019*	% 19*/18
Allemagne	385	478	458	466	467	467	0,0%
Pologne	203	205	306	333	377	379	0,5%
France	536	393	340	330	332	311	-6,2%
Italie	300	298	313	309	300	298	-0,8%
Espagne	0	159	171	198	210	219	4,1%
Roy.-Uni	206	162	178	151	166	161	-2,9%
Hongrie	0	85	77	78	79	76	-3,9%
Total UE-28	1 793	1 865	1 922	1 950	2 020	1 996	-1,2%

Source : Itavi d'après Eurostat, SSP

1.2.1.4. Canard

La production européenne de canard a été fortement affectée par les épisodes de grippe aviaire en 2016 et 2017. En 2018, la production repart à la hausse par rapport à la période avant-crise influenza, avec 0,48 Mt abattues soit + 4,8 % par rapport à l'année 2015. Ce sont notamment les abattages hongrois (+ 21,1 %), polonais (+ 30,3 %) et bulgare (+ 14,3 %) qui sont en hausse sur la période 2015-2018.

En 2019, la production s'inscrit en baisse de 1,2 % avec un repli de la production Hongroise (- 1,4 %), Allemande (- 5,1 %) et Bulgare (- 8,8 %). Seule la production française se maintient en hausse de 0,9 %.

Abattages de dindes en Union européenne – 1 000 téc

	2005	2010	2015	2017	2018	2019*	%19*/18
France	234,9	239,0	235,0	186,5	224,3	226,2	0,9%
Hongrie	0,0	50,5	76,7	52,0	92,9	91,6	-1,4%
Pologne	14,4	13,8	39,7	42,9	51,7		
Allemagne	16,4	61,4	42,0	37,0	39,0	37,0	-5,1%
Roy.-Uni	41,7	29,6	29,0	30,6	30,8	29,2	-5,3%
Bulgarie	0,0	19,8	20,2	19,6	23,1	21,1	-8,8%
Total UE-28	337,8	432,2	460,8	386,5	482,9	477,0	-1,2%

Source : Itavi d'après Eurostat

1.2.2. Échanges européens de viande de volaille

En 2018 les importations de viande de volailles sont stables (- 0,2 %) par rapport à 2017, avec la baisse des importations en provenance du Brésil (- 27 %) qui a été compensée par les importations en progression depuis la Thaïlande (+ 14 %), l'Ukraine (+ 62 %), le Chili (+ 54 %) et la Chine (+ 29 %).

Importations européennes de viandes de volailles des pays tiers – en 1000 t

	2000	2005	2010	2015	2017	2018	%18/17
Brésil	228	675	699	600	494	359	- 27,2 %
Thaïlande	165	172	278	398	402	458	+ 13,7 %
Ukraine	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	0	46	83	135	+ 62,4 %
Autres	100	193	78	83	97	122	+ 25,5 %
TOTAL	493	1 040	1 055	1 127	1 077	1 074	- 0,2 %

Source : Itavi d'après Eurostat

Ces importations sont principalement constituées filets sous différentes présentations : préparations à base de poulet (41 %), volailles saumurées (24 %) et de découpes congelées (19 %).

Importations européennes de viandes de volailles des pays tiers par type de produit – en 1000 t

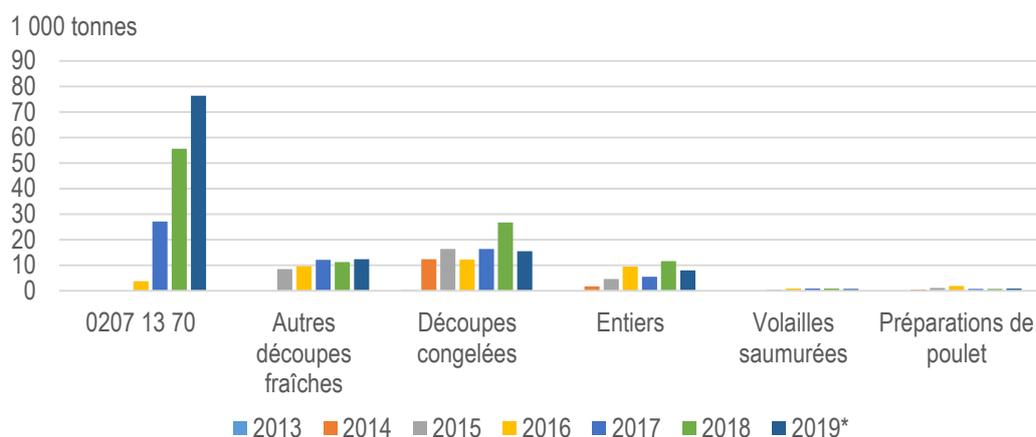
1000 tec	2010	2015	2017	2018	%18/17
Découpes congelées de poulet	179	165	136	206	+ 51,5 %
Découpes congelées de dinde	17	12	13	16	+ 23,1 %
Préparations à base de poulet	438	433	455	439	- 3,5 %
Préparations à base de dinde	127	76	62	21	- 66,1 %
Volailles Saumurées	287	385	306	254	- 17,0 %
Autres	7	57	104	138	+ 32,7 %
TOTAL	1 055	1 127	1 077	1 074	- 0,2 %

Source : Itavi d'après Eurostat

On remarque que les importations d'autres produits sont également en hausse. La grande majorité est constituée du code douanier 0207 13 70 ou « autres découpes », qui correspond à la ligne tarifaire qu'utilise l'Ukraine pour exporter des coffres (filets et ailes avec os) vers l'Union européenne, en exploitant une faille dans l'accord d'association. En effet, les importations communautaires en provenance d'Ukraine ont été multipliées par trois depuis 2015, et celle-ci correspondent désormais à 13 % du volume importé.

Des négociations ont été menées début 2019 aboutissant à une proposition de décision du conseil de l'Union européenne consistant à intégrer les deux lignes tarifaires NC 0207 13 70 et 0207 14 70 dans le contingent tarifaire actuel de 18 400 tonnes et à porter celui-ci à 20 000 tonnes d'ici à 2021, tout en augmentant également son volume de 50 000 tonnes. Les importations sous les lignes tarifaires NC 0207 13 70 et 0207 14 70 dépassant le contingent seraient ensuite soumises au droit de la nation la plus favorisée de 100,8 €/100 kg de poids net. Un projet d'avis favorable a été publié en septembre 2019 par la commission de l'agriculture et du développement rural à l'intention de la commission du commerce international, tendant à faire penser à une application de cette décision dans les prochains mois. Il reste toutefois au parlement ukrainien à valider cet accord.

Importations européennes de viande de poulet en provenance d'Ukraine



Source : ITAVI d'après Eurostat

En 2018, les exportations européennes de volailles sont en hausse de 3,1 % en volume par rapport à 2017. Elles sont constituées de produits faiblement consommés sur le marché intérieur. Plus récemment, la Pologne développe ses exportations de viandes séparées mécaniquement (VSM) vers l'Ukraine.

Exportations européennes de viandes de volailles des pays tiers par type de produit – en 1000 tec

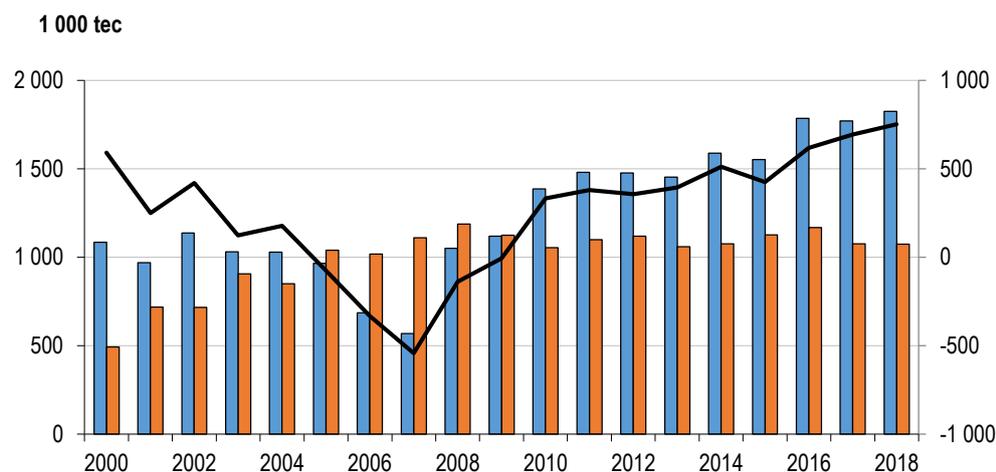
1 000 tec	2010	2015	2017	2018	%18/17
Russie	252	1	0	1	-
Proche et Moyen Orient	237	228	172	144	-16,2%
Afrique Subsaharienne	323	673	679	726	+6,9%
Asie de l'Est	211	286	353	385	+9,0%
Autres	365	365	565	569	+0,7%
TOTAL	1387	1552	1771	1825	+3,1%

Source : Itavi d'après Eurostat

Le solde des échanges de viandes et préparations de volailles, qui s'était nettement dégradé entre 2000 et 2007 suite à la demande croissante de viandes blanches à l'issue de la crise ESB, est reparti à la hausse jusqu'en 2011 puis son taux de croissance annuel s'est stabilisé depuis, autour de 10,2 % par an (cf. figure ci-dessous). Depuis 2011, les exportations extra-européennes progressent à un rythme de 3,0 % par an tandis que les importations sont stables avec un repli de 0,3 % par an sur la même période, en relation avec un tassement des importations en provenance du Brésil mais des ouvertures de contingents à d'autres pays (Chili, Ukraine...) et qui s'est accentué sur les deux dernières années depuis le scandale « carne fraca ». Ainsi la part des importations brésiliennes dans le total des importations européennes est passée de 65 % en 2011 à 33 % en 2018.

Avec des importations de produits à haute valeur ajoutée et des exportations de produits découpe à faible valeur ajoutée, le solde de viande et préparation de volailles est déficitaire en valeur à - 503 M€ en 2018, en légère augmentation par rapport à 2017 (- 467 M€) mais en diminution par rapport à 2016 (- 627 M€).

Évolution des échanges extra-communautaires de viandes et préparations de volailles en volume



Source : ITAVI d'après Eurostat – Comext

1.2.3. Consommation européenne de volaille stable

En 2018, la consommation européenne de volaille, calculée par bilan, est en hausse par rapport à 2017 (+ 4,0 %) à hauteur de 14,2 millions de tec avec des abattages stables et un solde excédentaire en hausse en volume. En 2018, la consommation par habitant est en moyenne de 28 kgéc pour un européen, en hausse par rapport à 2017 (+ 3,8 %). Cette hausse s'explique notamment par un effet d'offre avec le retour en production des principaux producteurs européens après la crise influenza aviaire de 2017.

Consommation européenne de viandes de volailles en Union européenne – en kgéc/hab/an

	2005	2010	2015	2017	2018*	%18*/17
Espagne	31,9	30,3	31,1	33,0	34,1	+3,2%
France	21,3	23,5	24,9	25,7	26,8	+4,3%
Royaume-Uni	33,1	34,1	37,3	38,5	39,7	+3,3%
Allemagne	16,9	19,8	21,5	20,8	21,5	+3,4%
Italie	17,3	18,4	19,9	20,3	19,9	-2,1%
UE 15	23,0	24,4	26,3	27,1	27,5	+1,6%
Pologne	23,5	22,8	24,5	22,6	26,2	+15,9%
Roumanie	22,2	<i>n.d.</i>	21,1	24,6	26,3	+6,8%
Rép. tchèque	27,2	25,0	22,7	25,4	26,6	+4,7%
NEM 13	23,7	20,8	23,4	24,8	28,2	+13,1%
UE 27 / 28	23,3	23,7	25,9	27,0	28,0	+3,8%

* données semi définitives sur la base des 12 mois EUROSTAT

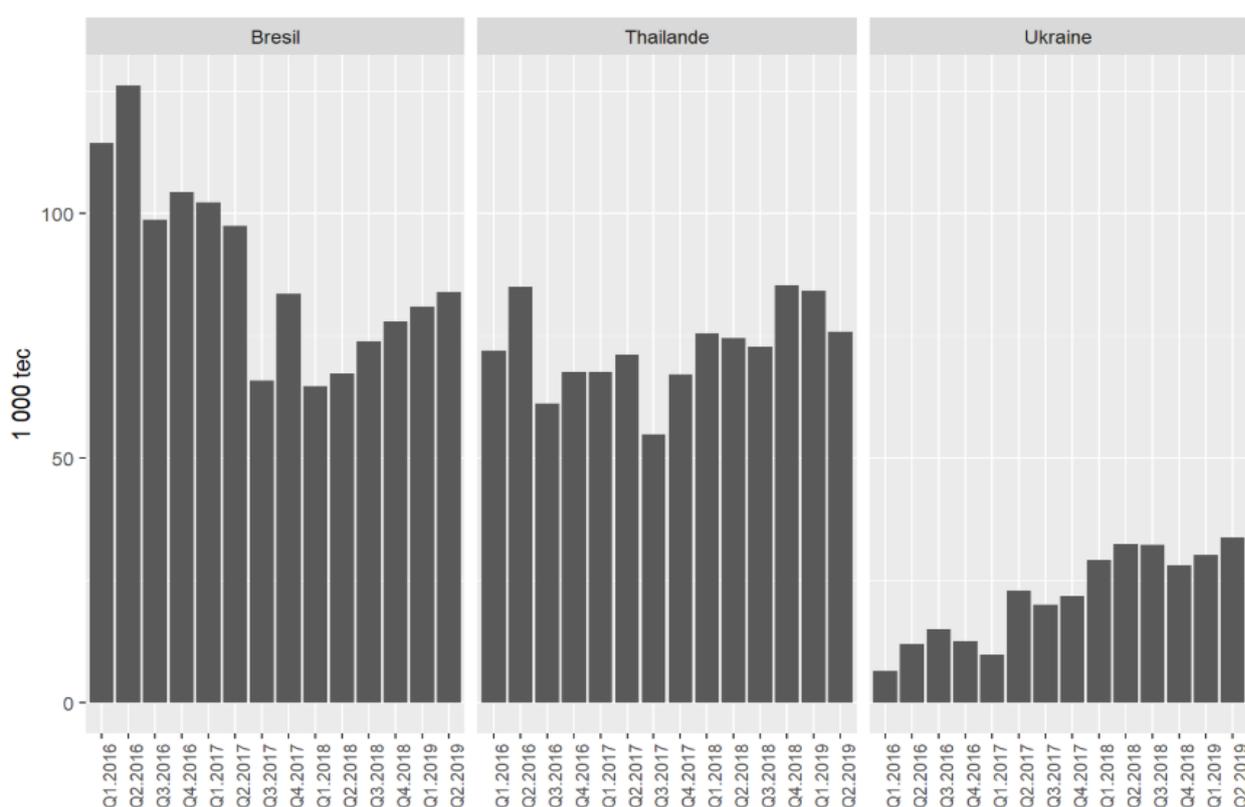
Source : Estimations Itavi d'après Eurostat, Comext, Statistiques nationales

1.2.4. Tendances 2019

En 2019, la croissance de la production européenne de volaille devrait se stabiliser (+ 0,9 %) avec la production de poulet en hausse de 1,3 % contrebalancée par une baisse des abattages de dinde (- 1,2 %) et de canard (- 1,2 %). Le repli des abattages en France (- 2,3 %) et aux Pays-Bas (- 0,5 %), la stabilité pour l'Allemagne (0,0 %) et la croissance modérée pour la Pologne (+ 1,5 %) pèsent sur les résultats en hausse au Royaume-Uni (+ 3,3 %) et en Espagne (+ 5,7 %).

Si les importations communautaires en provenance du Brésil restent en dessous de leur niveau historique (figure ci-dessous), elles remontent graduellement depuis le début de l'année 2018, notamment sur les viandes saumurées. Sur 7 mois 2019, les importations européennes de viande de poulet sont en hausse de 12,1 % par rapport à 7 mois 2018. Les exportations sont quant à elles en hausse de 13,3 % sur 7 mois 2019, notamment de la découpe congelée (+ 18,8 %), tandis que les exportations d'entiers se replient (- 15,4 %).

Importations communautaires de poulet en provenance des principaux pays fournisseurs



Source : ITAVI d'après Eurostat

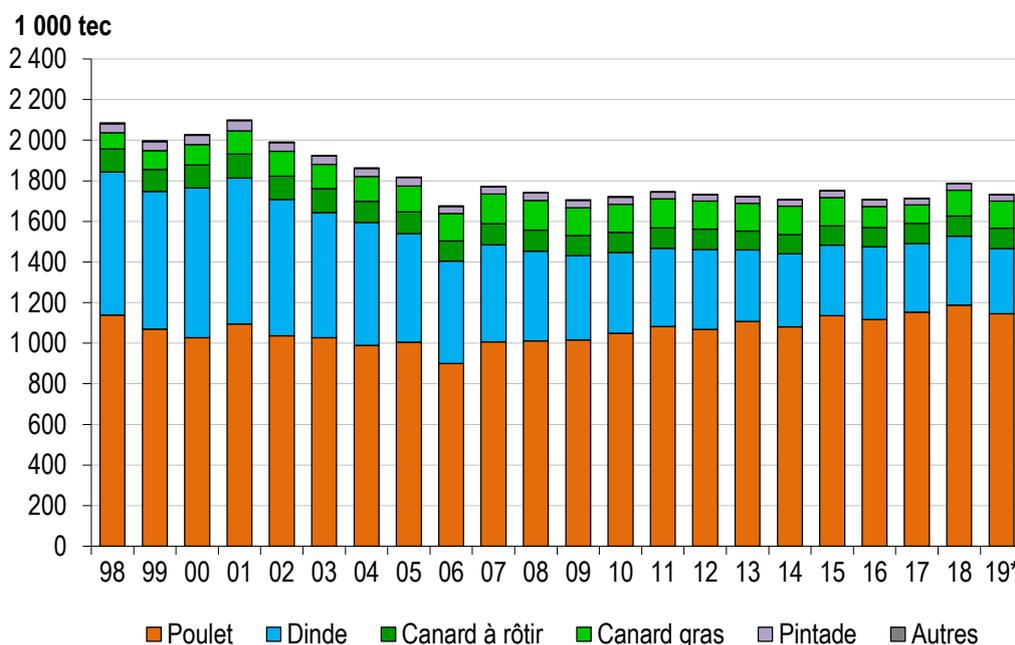
1.3. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

1.3.1. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

En 2018, la production de volaille française s'établit à 1,79 millions de tec, en hausse de 4,2 % par rapport à 2017 avec une hausse de 26 % des exportations volailles vivantes vers le Benelux et l'Allemagne. La production de gallus (poulet de chair et poules pondeuses) équivaut à 66 % de la production totale, devant la dinde (19 %) et le canard (13 %).

Après avoir augmenté jusque dans les années 2000 la production de volailles a suivi un déclin important notamment en raison des baisses de production de dinde et de poulet grand export.

Production indigène de volailles en France entre 1994 et 2017



Source : ITAVI d'après SSP

La production totale de volaille française a subi un recul entre 2000 et 2006, année de la crise influenza aviaire, qui avait conduit à la fermeture de nombreux marchés export, puis est restée stable depuis jusqu'en 2017. L'essentiel des évolutions au début des années 2000 concerne la baisse conjuguée de la production de poulets et de dindes. Depuis 2007, la production de poulet reprend légèrement avec un taux de croissance annuel moyen de 1,2 % par an tandis que celui de la dinde reste en recul de 3 % par an.

1.3.1.1. Évolution des abattages de volailles

En 2018, les abattages de volailles s'inscrivaient en hausse de 3,9 % avec une reprise soutenue des abattages de canards gras (+ 40,5 %). Les abattages de poulets s'inscrivent également en hausse (+ 2,0 %). En 2019, la production est estimée en repli pour le poulet de chair (- 2,9 %) sur la base des données du premier semestre. Ce repli est notamment imputable à la restructuration du secteur « grand export » et la fermeture de l'abattoir de Chantonay (85).

Évolution des abattages en France entre 2005 et 2019

	2005	2010	2015	2018	2019*	%19*/18
Poulets chair	918,9	966,8	1 044,5	1 076,3	1 045,2	- 2,9
Poules et coqs	54,8	50,8	48,0	48,3	41,1	- 15,0
Dindes	534,9	391,5	340,2	331,6	312,6	- 5,7
Canards à rôtir	105,8	97,9	95,3	98,2	99,5	+ 1,4
Canards gras	128,2	138,0	138,7	126,1	131,0	+ 3,9
Pintades	37,2	32,6	32,8	33,4	31,6	- 5,4
Oies	2,4	1,7	1,1	0,7	0,9	+ 19,6
Total volailles	1 789,9	1 687,0	1 709,2	1 723,7	1 669,3	- 3,2

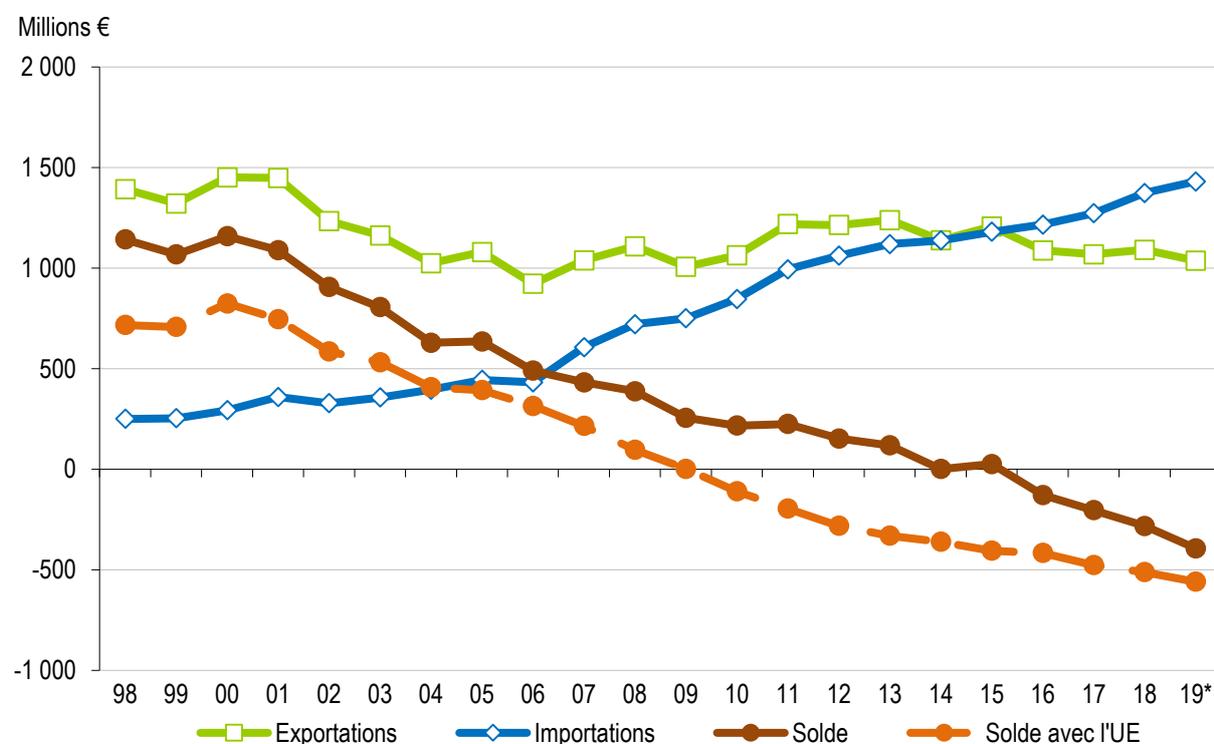
Source : Itavi d'après SSP

1.3.2. Échanges français de viandes de volailles

Depuis les années 2000, les exportations de viande de volaille sont en baisse tandis que les importations sont en hausse ce qui a conduit le solde à progressivement diminuer pour devenir négatif en volume et en valeur depuis 2016.

Si la baisse des exportations de dinde qui a eu lieu depuis 2000 explique une partie du repli des exportations de volaille, c'est la filière poulet qui génère un déficit croissant depuis plus de 10 ans via les importations depuis les pays de l'Union européenne.

Évolution des échanges français de viande de volaille



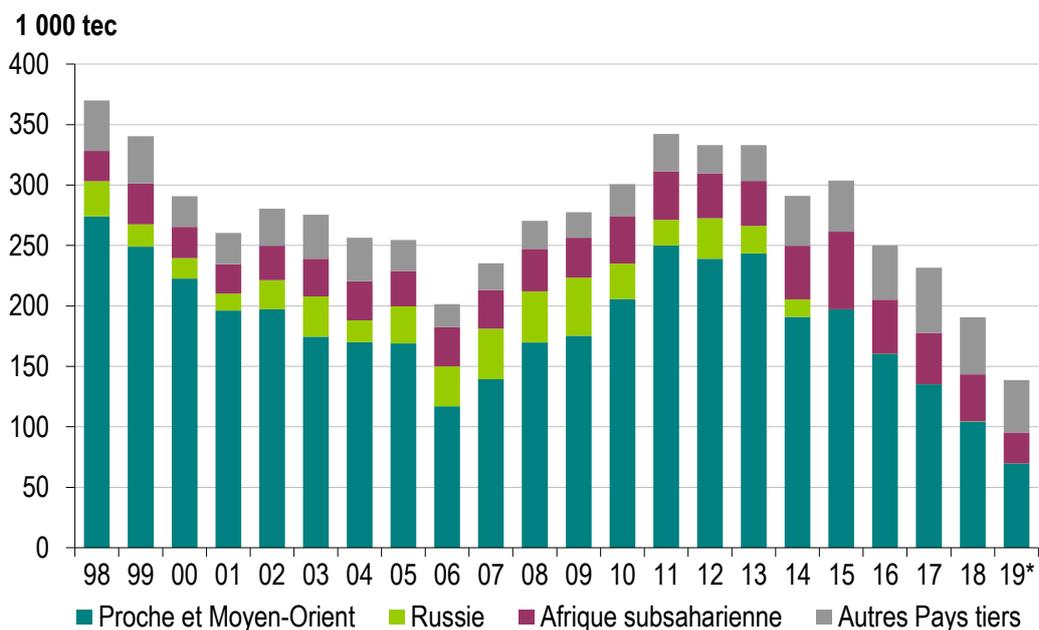
Source : ITAVI d'après douanes françaises

1.3.3. Exportations

Sur l'année 2018, les exportations françaises de viandes et préparations de volailles sont en repli de 3,7 % par rapport à 2017 en volume mais en hausse de 2,0 % en valeur avec une progression des expéditions vers l'Union européenne de 8,7 % en volume, notamment vers la Belgique (+ 39,5 %) et le Royaume-Uni (+ 18,5 %). Les exportations vers les Pays tiers sont en repli (- 16,7 %) avec une baisse des exportations vers les pays du Proche et Moyen-Orient (PMO) de 22,9 % en volume et vers l'Afrique Subsaharienne (- 8,3 %).

Les exportations de poulet sont en baisse en volume (- 3,8 %) et en hausse en valeur (+ 4,0 %) en 2018. Les exportations vers les Pays tiers sont en recul en volume (- 17,7 %) et valeur (- 13,0 %), en lien avec le repli vers Hong-Kong (- 3 M€), le Bénin (- 4 M€) et les PMO (- 22 M€) pour lesquels le prix d'exportation est en forte hausse sur l'année 2018 (+ 11,7 %), dans le sillage du repli de l'offre brésilienne sur le marché mondial.

Exportations françaises de poulet entier vers les pays tiers



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Les exportations de poulets à destination de l'UE progressent en revanche en volume (+ 15,9 %) et en valeur (+ 15,7 %), à travers la hausse des exportations vers la Belgique (+ 21 M€), l'Allemagne (+ 12 M€) et le Royaume-Uni (+ 14 M€), principalement des découpes fraîches et congelées.

En 2018, les exportations de dindes reculent en volume (- 11,4 %) et en valeur (- 4,9 %) notamment vers la l'Allemagne (- 6 900 tec) et le Bénin (- 1 200 tec).

Les exportations de viande de canard sont en repli de 1,7 % en volume et en hausse de 2,4 % en valeur avec une progression des ventes vers l'Allemagne (+ 6,0 M€) et le Japon (+ 2,5 M€). Les baisses d'exportation en volume vers les autres pays européens ont été contrebalancées par un prix moyen en hausse (4,56 € / kg soit + 4,1 %).

Les exportations de pintades s'inscrivent en hausse de 7,8 % principalement à destination des pays tiers (+ 55,2 %) avec une forte hausse enregistrée vers Hong-Kong (+ 345 tec), tandis que les exportations vers l'Union européenne se replient de 2,1 %.

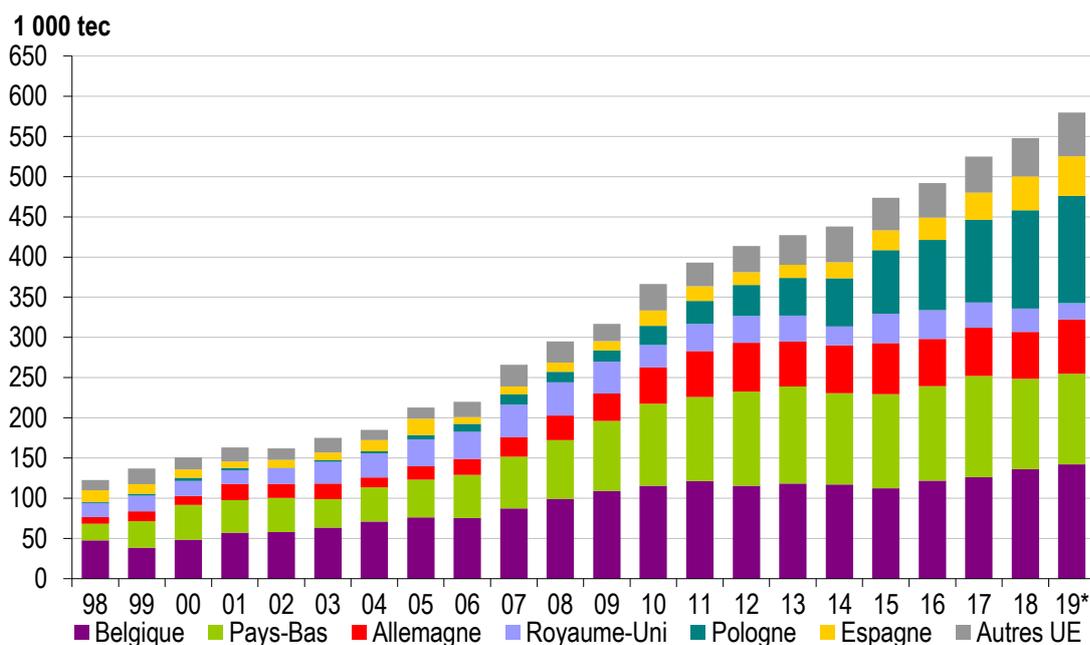
1.3.4. Importations

Les importations de viandes de volailles augmentent en volume (+ 4,5 %) et en valeur (+ 7,9 %) en 2018 notamment via une hausse des importations de poulet polonais (+ 20 000 téc) tandis que le recul des importations brésiliennes (- 3 700 téc) est compensé par la progression de l'origine thaïlandaise (+ 3 900 téc) et ukrainienne (+ 800 téc). Les importations en provenance des Pays-Bas (- 13 700 téc) sont également en repli, notamment en découpe désossée fraîche, compensé par une hausse des importations en provenance d'Espagne (+ 8 200) en découpes fraîches et congelées.

Entre 2000 et 2006 les importations françaises concernaient surtout les produits congelés en provenance des Pays tiers tandis que depuis 2006 il s'agit de plus en plus de produits frais (découpes fraîches de poulet) en provenance de l'Union européenne même si la hausse des importations en découpes congelées de poulet persiste. La part de découpes dans les importations suit une augmentation importante depuis les années 2000. Si les importations de préparations de volaille sont moindres (12,5 % du volume total) elles ont été multipliées par trois en dix ans.

En 2018, **Les importations de poulet** s'inscrivent à la hausse tant en volume (+ 4,5 %) qu'en valeur (+ 9,1 %), notamment depuis la Pologne (+ 44 M€), la Belgique (+ 27 M€) et la Thaïlande (+ 10 M€). Le solde des échanges de poulet avec l'UE reste déficitaire en 2018 (- 638 M€) et le déficit s'accroît de 4,4 % par rapport à l'année dernière.

Évolution des importations françaises de poulet en provenance de l'Union européenne



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Les importations de dinde sont en hausse de 0,9 % en volume et de 3,2 % en valeur avec une hausse des achats en provenance d'Italie (+ 1 000 téc) et de Pologne (+ 600 téc) notamment.

Les importations de canard sont en hausse en volume (+ 11,3 %) mais se replient en valeur (- 2,9 %) principalement en provenance de Hongrie et Bulgarie avec un prix moyen en baisse (- 12,7 %).

Les importations de pintade, très faibles (17 téc) se sont fortement repliées en 2018 (- 78,8 %) par rapport à 2017.

1.3.5. Solde

Ainsi le solde des échanges en viandes et préparations de volailles se dégrade encore en 2017 pour s'établir à - 194 M€ ou - 65 667 téc. Le déficit commercial avec l'Union européenne est passé de - 417 M€ en 2016 à - 467 M€ en 2017 soit une dégradation de l'ordre de 50 M€.

Évolution des échanges français de viandes et préparations de volailles (milliers de tonnes équivalent carcasse)

		1990	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019*
Exportations	Total volailles	509	910	709	622	589	540	514	447
	vers UE		502	378	277	253	276	294	288
	vers PT		408	332	345	335	264	220	160
	Dont poulet	358	498	426	437	450	395	380	340
	vers UE		207	172	137	147	163	189	201
	Vers PT		291	254	301	304	232	191	139
Importations	Total volailles	67	185	276	461	565	617	644	671
	en prov. UE		173	251	425	539	591	618	646
	en prov. PT		12	25	36	26	26	27	25
	Dont poulet	48	162	228	393	496	547	572	602
	en prov. UE		151	213	366	474	525	548	580
	en prov PT		11	15	27	22	22	23	22
Solde	Total volailles	442	725	433	161	23	-77	-131	-223
	avec UE		329	126	-148	-285	-316	-324	-358
	avec PT		396	307	309	309	238	193	134
	Dont poulet	310	336	198	44	-46	-152	-191	-262
	avec UE		56	-41	-230	-327	-361	-359	-379
	avec PT		280	239	274	281	209	167	117

Source : ITAVI d'après douanes françaises

#fierdemonmétier



À vos côtés,
ELANCO est engagé
 dans une démarche
 durable* de l'élevage.

*Le développement durable se définit comme « Un développement qui répond aux besoins des êtres humains d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (ONU, Rapport de Brundtland 1987). Il se compose de trois piliers interdépendants (économique, environnemental et social).

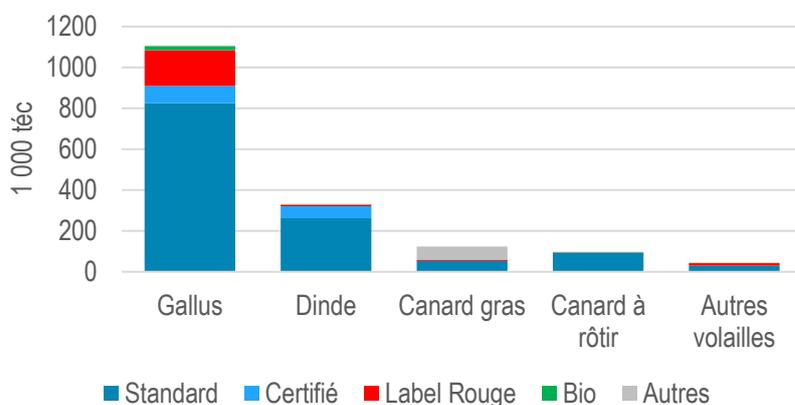
Elanco France SAS au capital de 1.708.200 euros – RCS 417 350 386 Nanterre - 24, boulevard Vital Bouhot, CS 50004, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex - FRBRLMXN00057 – 07/2017 – Cadratin

Elanco

1.3.6. Place des signes de qualité dans la production de volailles de chair

La part de volailles respectant un cahier des charges Label rouge, Certification de conformité produit ou Bio représentent un quart de la production totale de volailles. En 2018, le poulet est la première production sous cahier des charges (279 000 téc) suivi de la dinde (68 000 téc).

Part des signes de qualité dans les abattages par espèce en 2018



Source : SSP



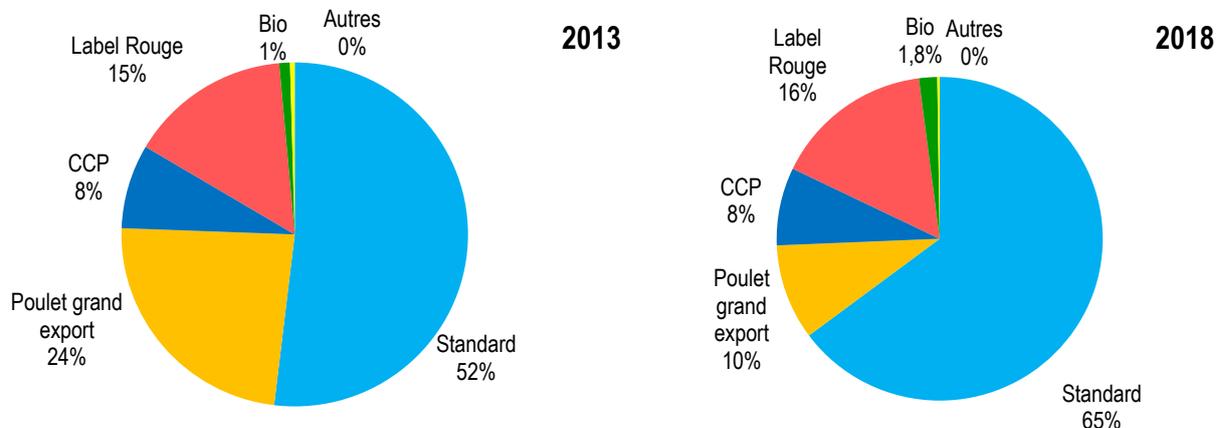
LE GOÛT
DU BON.

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS
VOULU SAVOIR SUR LA PINTADE

www.lapintade.fr

Suite à la fin des restitutions aux exportations en 2013, la filière de production de poulet dite « grand export » a été fortement pénalisée. Sa part dans la production est passée de 21 % en volume à 10 % en 2018. En conséquence, la part relative de la production de poulet standard (hors grand export) est en augmentation de même que celle des produits alternatifs.

Répartition des abattages contrôlés de poulet entre 2013 et 2018



Sources : ITAVI d'après SSP et douanes

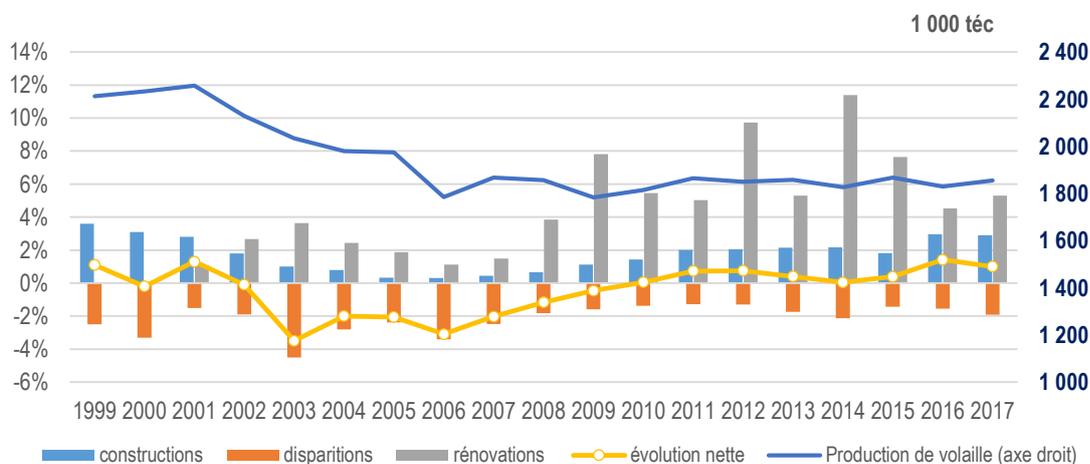
1.3.7. Structure des exploitations de volailles en France

Après avoir fortement réduit entre 2003 à 2009, le parc français de bâtiments d'élevage de volailles de chair récupère, depuis 2011, une partie des surfaces perdues, avec toutefois une année de stabilité en 2014 provoquée par une vague de disparitions importantes. Si l'année 2015 avait été plus calme tant sur le rythme des constructions que des disparitions, l'année 2016 s'est soldée par une reprise des constructions. En 2017, les constructions se maintiennent en hausse (+ 2,2 %) avec une évolution nette du parc de + 0,6 %.

Cette dynamique est due à la fois aux parcs standard & certifié et Label Rouge & bio, affichant une croissance dynamique depuis dix ans. Pour le parc de bâtiment canard à rôtir en revanche, la tendance reste très morose avec de nombreuses cessations en 2017.

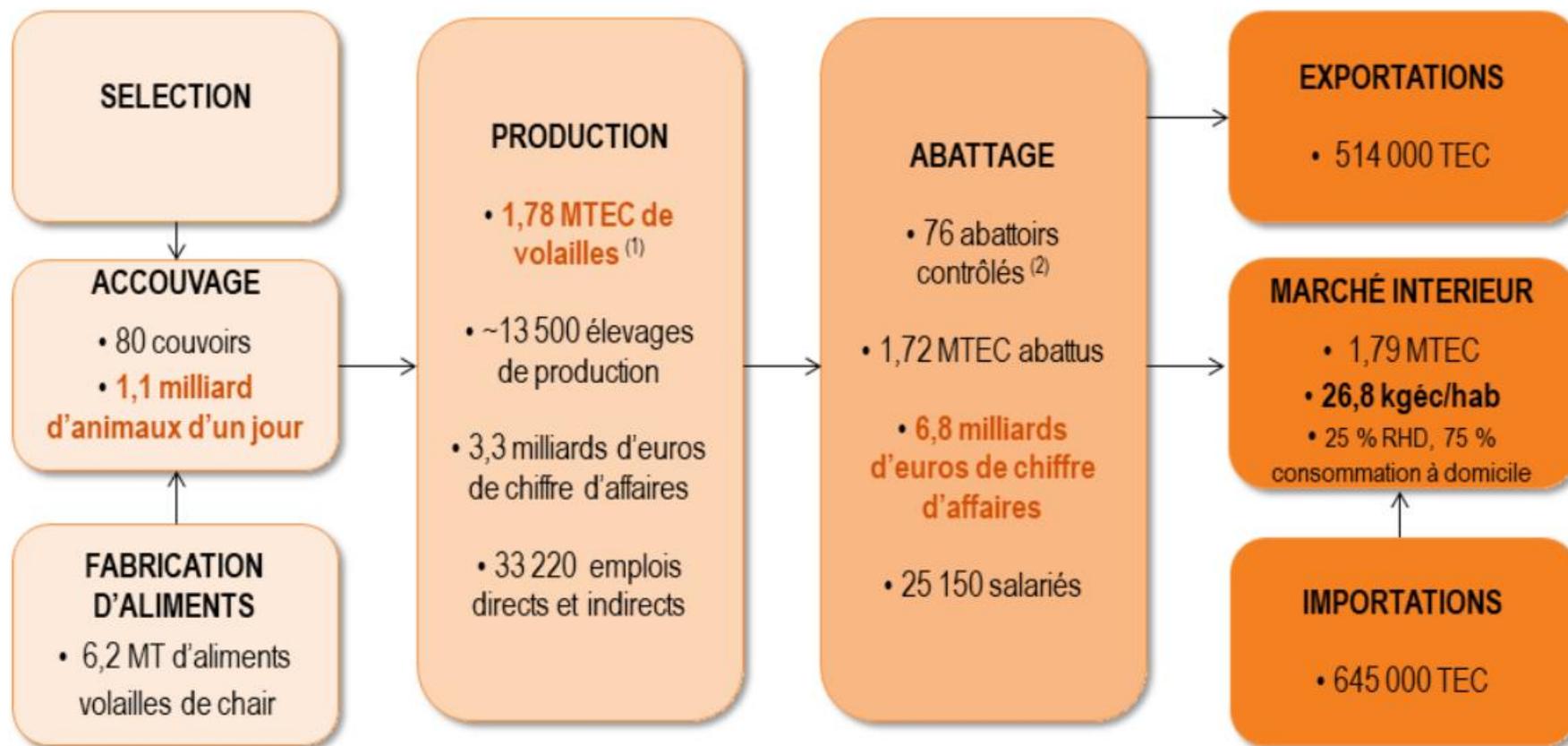
La Bretagne, en réduction structurelle de superficie depuis le début de l'enquête, continue de voir son parc standard & certifié se rétracter tandis que le parc s'accroît en Pays-de-la-Loire tant en standard & certifié qu'en Label & Bio.

Évolution du taux de construction et des disparitions des bâtiments volailles de chair



Source : enquête ITAVI

LA FILIERE VOLAILLE DE CHAIR



MTEC: Millions de Tonnes Équivalent Carcasse*

kgéc : kilogrammes équivalent carcasse

⁽¹⁾ Y compris canard gras

⁽²⁾ Abattoirs > 2,5 millions de têtes / an

Sources: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, ESANE, RICA, données 2018

1.3.8. Une consommation de poulet qui continue de progresser au profit des importations

1.3.8.1. Consommation calculée par bilan

La consommation de volailles s'élève à 1,79 million de tec en 2018 en hausse de 4,4 % par rapport à 2017. Contrairement aux autres secteurs carnés, la consommation de poulet reste dynamique en France et tirent la consommation annuelle totale de volailles qui s'établit à 26,8 kg/hab en 2018 en hausse de 4,3 % par rapport à 2017. Sur dix ans le taux de croissance moyen de la consommation s'établit à + 1,7 %.

Ce sont principalement les consommations de viandes de poulet qui sont en hausse de 4,0 %, de même que les consommations de canard gras (+ 11,2 %) avec un effet d'offre suite à la reprise de la production dans le Sud-Ouest.

Évolution de la consommation par habitant de volailles en France

	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019*	%19*/18
Total volailles	21,2	21,3	23,5	24,9	25,7	26,8	27,9	+ 4,1
Poulet	11,1	12,1	15,0	16,8	18,5	19,3	19,9	+ 3,1
Dinde	6,5	5,5	4,8	4,6	4,3	4,4	4,5	+ 2,4
Canard	2,8	3,0	3,0	3,1	2,5	2,8	2,9	+ 3,1
Pintade	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	- 5,4

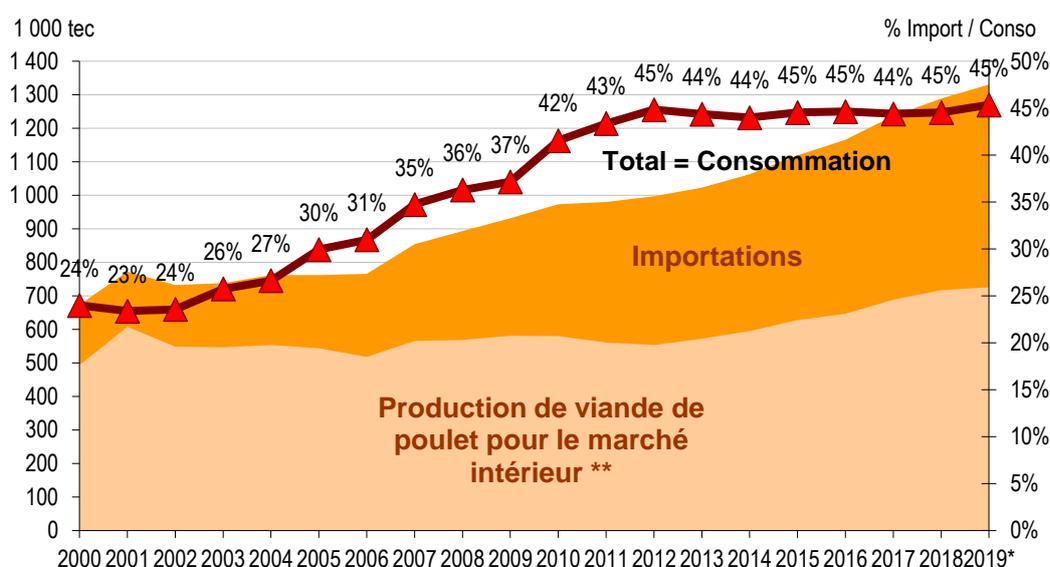
* Estimations sur la base des données du premier semestre

Source : Itavi d'après SSP

En 2019, la consommation de viande de volaille devrait s'inscrire une nouvelle fois en hausse (+ 4,1 %) selon les estimations ITAVI, notamment portées par les consommations de poulet (+ 3,1 %), de dinde (+ 2,4 %) et de canard (+ 3,1 %), tandis que les consommations de pintade sont en repli (- 5,4 %).

La part des importations dans la consommation de poulet, en augmentation depuis les années 90 s'établit à 44,5 % en 2018 sur la base des chiffres SSP, valeur relativement stable depuis 2011, la production à destination du marché français étant en hausse.

Poids des imports dans la consommation de poulet en France depuis 2000



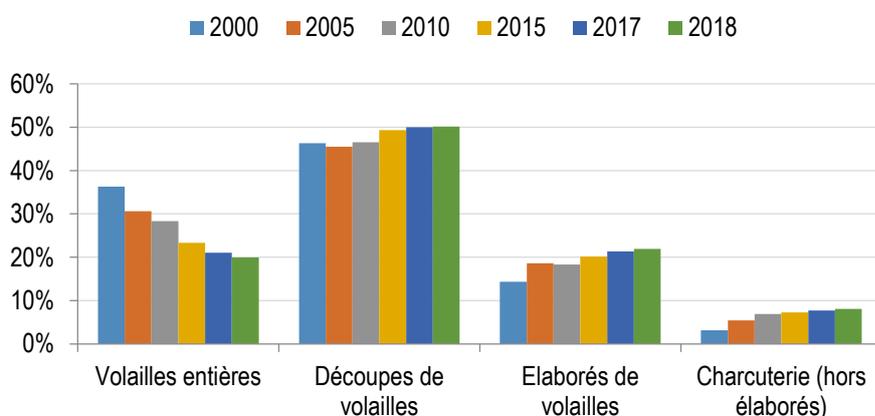
Source : ITAVI d'après SSP, douanes

Les produits importés correspondent de plus en plus à des découpes fraîches et congelées de poulet en provenance des pays de l'Union européenne (Belgique, Pays-Bas et Pologne notamment).

1.3.8.2. Des achats des ménages moins dynamiques

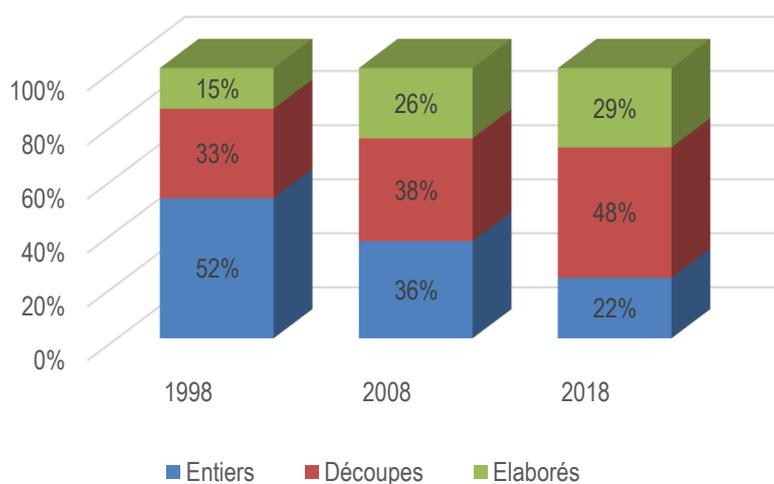
Le panel Kantar permet d'analyser les achats des ménages pour leur consommation à domicile, représentant une partie du marché français total (exclusion de la consommation hors domicile et des produits traiteurs, plats-préparés). Les quantités achetées de volailles fraîches et élaborés se sont repliées en 2018 par rapport à 2017 (- 1,1 %) avec un recul des volailles entières (- 6,2 %) mais aussi des découpes fraîches (- 0,7 %), tandis que les élaborés suivent une croissance positive (+ 1,6 %) notamment les panés frais (+ 2,8 %) ainsi que la charcuterie (+ 4,0 %) avec le jambon (+ 5,0 %).

Évolution des achats de volaille par les ménages depuis 2000 par type de produits



Le poulet entier ne représente plus que 22 % des achats des ménages en 2018 contre 36 % en 2008 et 52 % en 1998. Les produits élaborés représentent quant à eux 29 % des achats en 2018 et les découpes 48 %. Ainsi la tendance observée d'une transition de la demande vers des produits de plus en plus transformés se maintient.

Évolution de la segmentation du marché poulet (achats des ménages)



Source : Kantar Worldpanel

Les achats de poulet frais et élaborés sont en baisse de 1,3 % en 2018 avec un repli du poulet frais (- 2,2 %) notamment sur les cuisses (- 1,5 %) et le PAC (- 7,7 %), tandis que les achats d'escalopes sont en hausse (+ 1,1 %) notamment en certifié. Les achats d'élaborés de poulet poursuivent leur hausse (+ 1,0 %), notamment sur les panés frais (+ 3,6 %) et la charcuterie (+ 1,9 %).

Les achats sont en nette diminution pour la dinde (- 5,6 %) que ce soit pour la découpe fraîche (- 6,4 %) ou les élaborés (- 2,0 %). Les achats sont en reprise en canard (+ 0,8 %), notamment sur le magret (+ 10,3 %), tandis que les achats de pintade se replient (- 8,5 %).

La part des signes de qualité en fonction du type de produit consommé (découpes ou prêt à cuire) est également très différente. Les produits standards ne représentent que 24 % des achats de poulet PAC contre 58 % en découpes. De manière générale, pour les produits de volailles fraîche (hors élaborés et charcuterie), la tendance va vers une augmentation de la part des achats sous production label rouge et bio, et vers un repli de la part des consommations de produits standard au profit du certifié. Toutefois, la part des produits élaborés, fabriqués essentiellement à partir de volailles standard augmente régulièrement.

Ainsi dans les achats de poulet PAC les parts du Label Rouge et du poulet certifié restent stables par rapport à 2006 tandis que les achats de bio triplent et passent de 3 % à 11 % des achats de poulets PAC, et ce, dans un marché en réduction. Pour les découpes, la part de poulet standard dans les achats tend à baisser sur dix ans (68 % à 58 %) avec une augmentation de la part des produits certifiés (17 % à 27 %). Le poids du bio bien qu'encore faible (4 %) est également en augmentation dans les achats de découpes de poulet.

Enfin, la hausse de la consommation globale calculée par bilan, conjuguée à la baisse des achats des ménages, confirme le dynamisme de la consommation hors domicile et de certains rayons incluant les viandes de volailles comme ingrédient comme le rayon traiteur.

Le gibier, y avez-vous pensé ?

A travers son opération « Le gibier, y avez-vous pensé ? », InterProchasse souhaite informer les consommateurs et les refamiliariser avec les produits de la chasse, tout en remettant en lumière cette viande dans les vitrines de nos artisans.

Ainsi, pas moins de 350 boucheries françaises participent à cette deuxième édition lancée le 1^{er} octobre 2019. L'occasion de (re)découvrir les qualités gustatives et nutritionnelles du gibier, et de se procurer le livre de recettes inspirantes d'InterProchasse.

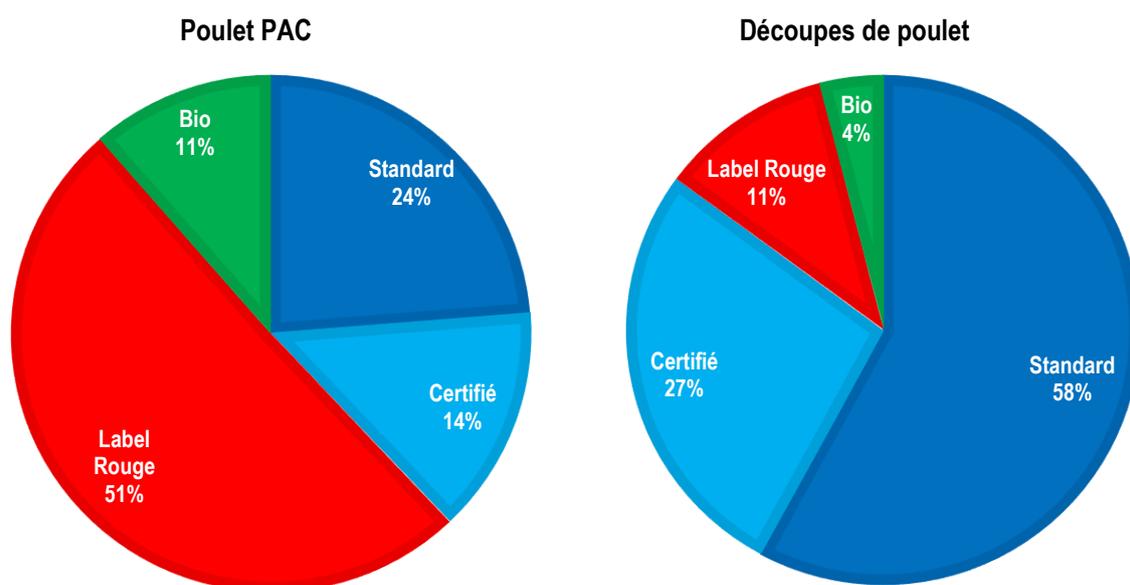


UN LIVRE DE RECETTES AVEC DES IDÉES & DES CONSEILS



RETROUVEZ NOS RECETTES SUR LE SITE
jecuisinedugibier.fr

Part des poulets sous signe de qualité dans le marché du poulet en 2018



Note : suite à un changement de la nomenclature Kantar, les valeurs diffèrent par rapport aux années précédentes

Source : Kantar Worldpanel

1.3.9. Tendances 2019

En 2019, on assiste à un fléchissement des abattages de poulet (-2,5 %). Le solde des échanges en poulet continue de se dégrader sur 7 mois en volume et en valeur avec une hausse des importations en provenance de l'UE (+4,5 %) et un repli des exportations vers les Pays tiers (-17,7 %), notamment vers les PMO (-22,8 %) et l'Afrique subsaharienne (-7,8 %).

Selon Kantar Worldpanel, les achats des ménages toutes volailles sont stables sur les 8 premiers mois 2019 (0,0 %) par rapport à 2018 avec une hausse de prix de 1,8 %. Les coupes bénéficient toujours d'une consommation en hausse (+0,9 %), de même que les élaborés (+2,4 %) et les charcuteries (+1,6 %), tandis que les achats de poulet PAC Label se replient (-7,0 %). Les achats de canard sont toujours en reprise (+4,8 %) tandis que les achats de dinde sont en repli (-2,7 %) de même que ceux de pintade (-3,5 %).

HY-LINE BROWN

HY-LINE BROWN R U R A L



PERFORMANCES À 90 SEMAINES

Nombre d'œufs par poule départ	415
Masse d'œufs cumulée par poule départ	26,14 kg
Solidité de coquille	excellente
Poids moyen de l'œuf (PMO)	63 gr
Coloration de coquille	soutenue et homogène

⊕ Performances mondialement reconnue / ROI rapide

PERFORMANCES À 85 SEMAINES

Nombre d'œufs par poule départ	380
Masse d'œufs cumulée par poule départ	24,10 kg
Solidité de coquille	excellente
Poids moyen de l'œuf (PMO)	63,5 gr
Emplumement	persistant
Coloration de coquille	soutenue et homogène

⊕ Référencée Label Rouge / Sociable / Performante

10 Rue Henri Ragot - 22600 Loudéac, FRANCE - (+33) 2 96 28 30 30

WWW.HYLINE-FRANCE.COM

Super Nick



Brown Nick



PERFORMANCES À 100 SEMAINES

Nombre d'œufs par poule départ	466,3
Masse d'œufs cumulée par poule départ	29,57 kg
Solidité de coquille	excellente
Poids moyen de l'œuf (PMO)	66,6 gr
Coloration de coquille	blanc homogène

⊕ Oeufs gros calibres / parfaits dans l'agro-industrie

PERFORMANCES À 90 SEMAINES

Nombre d'œufs par poule départ	414,9
Masse d'œufs cumulée par poule départ	26,48 kg
Solidité de coquille	excellente
Poids moyen de l'œuf (PMO)	63,8 gr
Coloration de coquille	brun foncé uniforme

⊕ Très régulière sur sa durée de production

10 Rue Henri Ragot - 22600 Loudéac, FRANCE - (+33) 2 96 28 30 30

WWW.HN.INT.COM

NOUVEAU

UN LOGO POUR UNE GARANTIE 100% FRANCE



FAITES-LEUR CONFIANCE !

UNE ORIGINE FRANCE PLÉBISCITÉE PAR LES CONSOMMATEURS !

85 % des Français jugent l'origine France des œufs synonyme de qualité et 82% de fraîcheur. *Source : Enquête CNPO/CSA 2017.*

UNE GARANTIE 100 % FRANCE

Des poules nées et élevées en France - Des œufs pondus, conditionnés ou transformés en France.

UNE SÉCURITÉ SANITAIRE EXEMPLAIRE

Renforcée par les exigences sanitaires des couvoirs, des élevages et de l'alimentation des poules.

UN ENCADREMENT STRICT

Des professionnels engagés et soumis à un cahier des charges strict.

UNE SURVEILLANCE ÉTROITE

Des contrôles réguliers effectués par des organismes tiers.

« ŒUFS DE FRANCE » : LA CONFIANCE TOUT AU LONG DE LA FILIÈRE

Pour valoriser son savoir-faire exemplaire et faciliter l'identification de ses œufs « Made in France », la filière française a lancé le logo « Œufs de France ». Cette démarche collective, portée par l'Interprofession des Œufs (CNPO), garantit l'origine française des œufs : de la poule à l'œuf et de l'œuf à la poule. Avec ce nouveau logo connu et reconnu des Français, la filière des œufs garantit l'engagement de l'ensemble des maillons de la filière : accoueurs, éleveurs de poulettes, éleveurs de poules pondeuses, centres d'emballage et de transformation des œufs. La démarche de traçabilité, qui intègre également qualité sanitaire et alimentation des animaux, est étroitement contrôlée par des organismes tiers.

Pour plus d'information : contact@cnpo.fr, 01 45 22 63 15

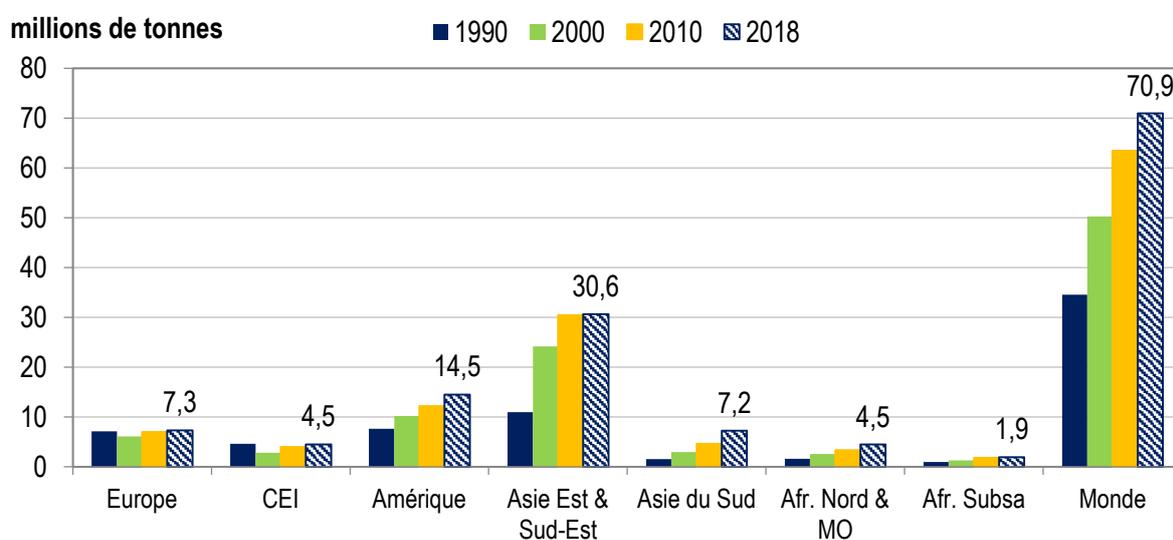
2. Les œufs et les ovoproduits

2.1. Contexte international

2.1.1. Production mondiale

En 2018, la production mondiale d'œufs de consommation de poules estimée par l'ITAVI à partir des données disponibles (FAO, IEC, Eurostat...) s'établissait à 70,9 millions de tonnes équivalent œuf coquille (téoc) en repli de 3,3 % par rapport à 2017. Ce repli est largement imputable à la baisse de production relevée par l'IEC en Chine (- 15,4 %). La production des principaux producteurs est en revanche en hausse notamment aux États-Unis (+ 2,5 %), l'Inde (+ 12,9 %) et le Brésil (+ 11,4 %).

Production d'œufs entre 1994 et 2018 dans le monde (millions de tonnes)



Source : estimations ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat et sources nationales

Production d'œuf des principaux producteurs dans le monde en millions de tonnes équivalent œuf coquille

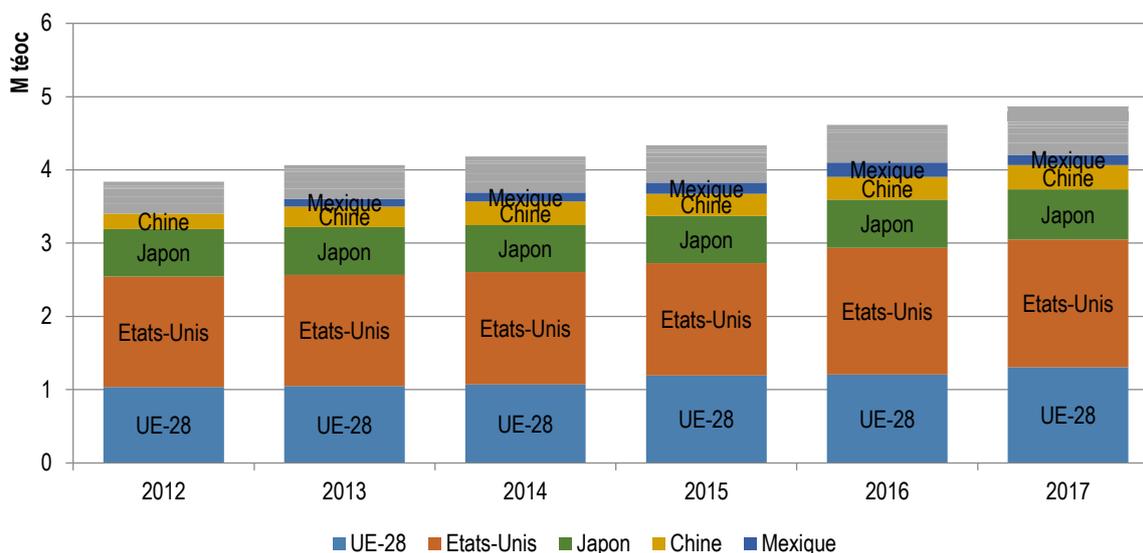
	2018	%18/17
Chine	22,0	-15,4%
UE-28	6,9	1,0%
États-Unis	5,9	2,5%
Inde	5,7	12,9%
Mexique	2,8	3,1%
Russie	2,7	0,2%
Japon	2,6	1,0%
Brésil	2,7	11,4%
Indonésie*	1,5	-
Turquie	1,2	1,9%
Iran	0,9	2,6%
France	0,9	-0,4%
Monde	70,9	-3,3%

*Année 2017

Source : Calculs ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat

La production d'ovoproduits correspond à environ 4,9 Mtéoc en 2017 sur les pays pour lesquels les données sont disponibles, ce qui équivaut à environ 6,5 % de la production mondiale d'œufs, soit une part relativement stable depuis 2012 (5,9 %). Les principaux producteurs sont l'UE-28 (27 %), les États-Unis (36 %) et le Japon (14 %).

Estimation de la production d'ovoproduits par pays dans le monde entre 2012 et 2017



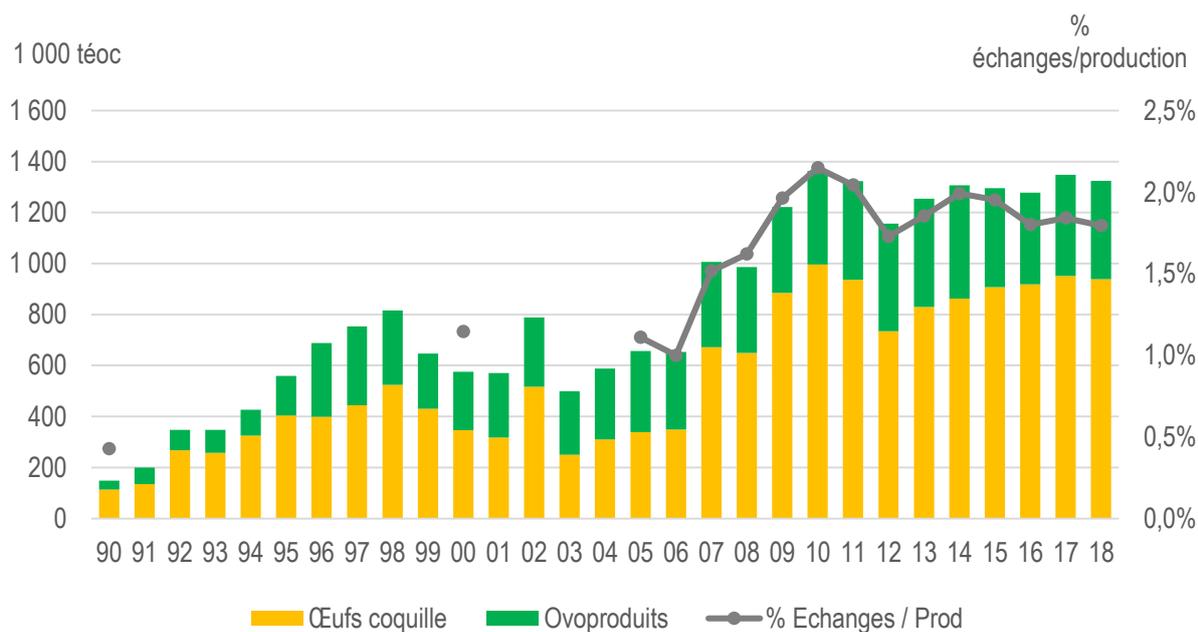
Source : Estimations ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat et sources nationales – la partie grise correspond à la production d'ovoproduits rapportée par le Canada, l'Argentine, le Brésil, l'Inde, la Malaisie, l'Australie, la Russie, l'Iran et le Kazakhstan

2.1.2. Commerce extérieur

En 2018, les échanges mondiaux d'œufs et d'ovoproduits s'établissaient à 1,32 millions de tonnes équivalent œufs coquille (téoc), dont 29 % sous forme d'ovoproduits.

Les flux d'œufs en coquille échangés sont très concentrés et localisés entre pays voisins. Ainsi près de la moitié du commerce mondiale d'œuf coquille est réalisé entre seulement huit pays : 32 % des échanges concernent les exportations de la Turquie vers l'Irak, 10 % les exportations de la Malaisie vers Singapour, 5 % de la Biélorussie vers la Russie et 3 % les échanges bilatéraux États-Unis / Canada. L'œuf constituant un aliment de base, de nombreux pays sont autosuffisants et moins de 2 % de la production mondiale d'œuf est échangée (hors échanges intra-UE) et le commerce d'œuf coquille est avant tout le reflet de déséquilibres offre-demande localisés, des conditions climatiques ou géopolitiques pouvant être à l'origine d'un déficit de production (ex : Proche Orient). Le moteur du commerce d'ovoproduits est quant à lui lié à l'équilibre matière des pays, certains étant surconsommateurs de jaunes et d'autres de blancs ainsi que le niveau de développement de l'industrie agro-alimentaire.

Évolutions des exportations mondiales d'œufs et ovoproduits (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong)



Source : ITAVI d'après UNComtrade et Eurostat

2.2. Marchés européens

2.2.1. Dynamiques de production contrastées en UE

D'après les estimations de l'ITAVI basé sur la Commission Européenne et diverses sources statistiques nationales, la production d'œufs de consommation en 2018 a été de 6,86 Mt, soit environ 110 milliards d'œufs, en légère hausse (+ 1,0 %) par rapport à 2017. Ce niveau de production est proche de celui de 2005 et assez stable dans le temps, avec des perturbations annuelles liées aux mises aux normes successives vers l'alternatif ou les cages aménagées entre 2009 et 2012 dans les différents pays européens.

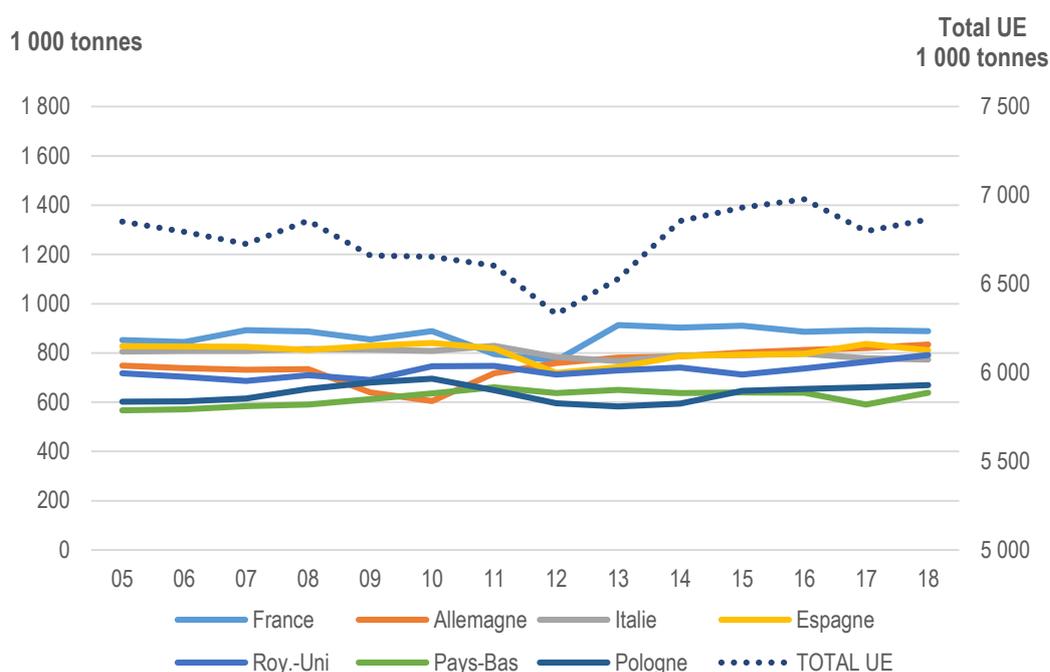
Production d'œufs de consommation en UE – 1000 tonnes

Rang	Pays	2018	% 18/17	Tx de croissance 2013-2018
1	France	888	- 0,4 %	- 0,6 %
2	Allemagne	834	+ 1,6 %	+ 1,3 %
3	Espagne	810	- 3,2 %	+ 1,8 %
4	Royaume-Uni	791	+ 3,5 %	+ 1,7 %
5	Italie	773	- 0,6 %	+ 0,2 %
6	Pologne	670	+ 1,5 %	+ 2,8 %
7	Pays-Bas	638	+ 8,1 %	- 0,4 %
UE-28		6 865	+ 1,0 %	

Source : ITAVI d'après SSP, Commission européenne, IEC, MEG statistiques nationales

En 2018, la production française reste stable (- 0,4 %) de même que la production italienne (- 0,6 %) tandis que la production allemande s'inscrit en hausse (+ 1,6 %), ainsi que la production britannique (+ 3,5 %) et néerlandaise (+ 8,1 % selon l'IEC) qui retrouve son niveau de production d'avant-crise du fipronil malgré de faibles mises en place, grâce à l'extension de la durée de ponte des poules. La production espagnole, qui est en croissance dynamique depuis 5 ans s'inscrit en repli (- 3,2 %) selon les données MAPA, avec une part de la production en cage qui passe de 88 % en 2017 à 82 % en 2018 et des capacités totales de production en repli de 6,9 %.

Production d'œufs de consommation dans les premiers pays producteurs d'œufs de l'Union européenne



Source : CIRCABC, SSP

2.2.2. Mises en places en 2018

Les mises en place de poulettes sont en repli de 0,7 % en 2018 avec une forte baisse aux Pays-Bas (- 8,0 %) et en Allemagne (- 5,7 %), tandis qu'elles progressent au Royaume-Uni (+ 5,0 %), en Espagne et en Pologne (+ 5,8 %). Au premier semestre 2019, les mises en place progressent de 4,9 % notamment en Allemagne (+ 24,2 %) et en Espagne (+ 18,8 %), tandis qu'elles continuent leur repli aux Pays-Bas (- 2,2 %).

Mises en place de poulettes dans divers pays européens

millions de têtes				Cumul 6 mois		
	2017	2018	%18/17	2018	2019	%19/18
Allemagne	35,5	33,5	-5,7	19,1	24,2	26,9
Pays-Bas	26,8	24,7	-8,0	11,5	11,2	-2,2
R.-Uni	38,2	40,1	5,0	20,1	20,5	2,0
Espagne	33,2	34,4	3,9	16,4	19,4	18,8
Pologne	34,5	36,5	5,8	21,0	21,5	2,8
France	41,9	44,3	5,7	22,5	23,4	3,8
UE-28	348,7	346,5	-0,7	186,4	195,5	4,9

Source : SSP, MEG, IEC, ITAVI

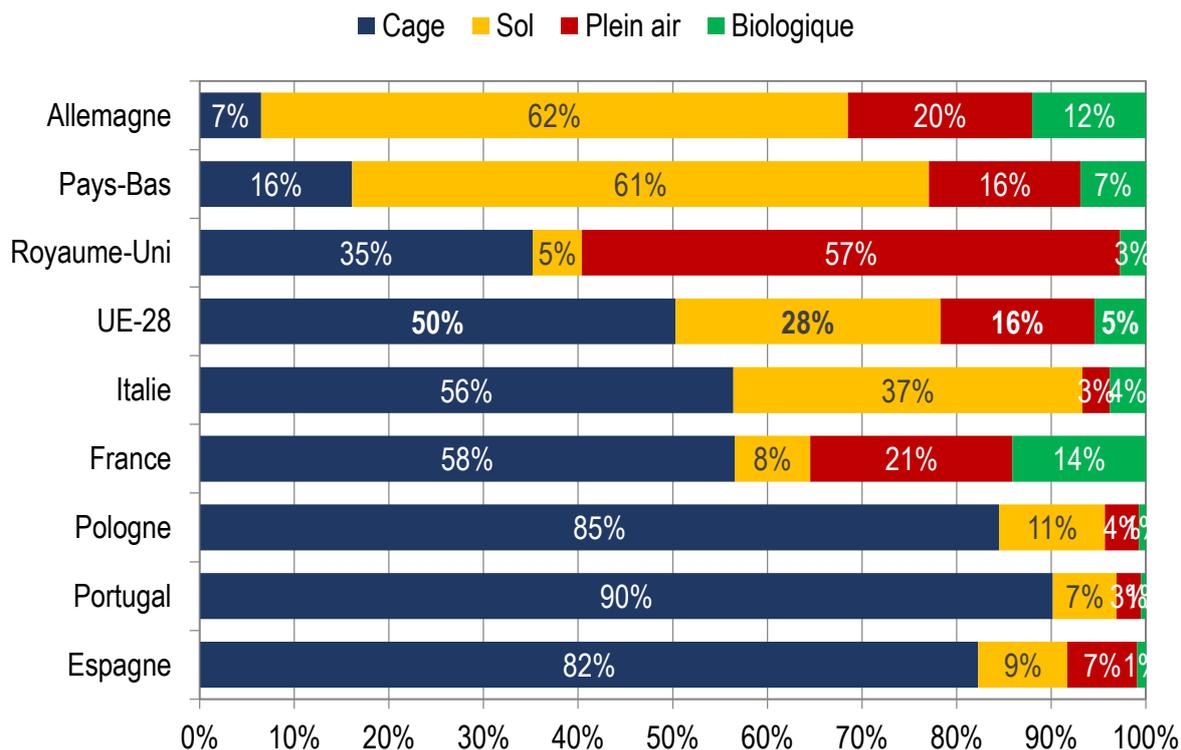
2.2.3. Les modes d'élevage en UE

Pour correspondre à la réglementation européenne (Directive 1999/74/CE), les systèmes de production ont évolué vers un des modes de production hors cage. En 1996, les systèmes alternatifs à la cage représentaient 8 % des effectifs de poules de l'UE, 30 % en 2009 et 50 % en 2018. De 2010 à 2018, le poids des systèmes alternatifs est en nette augmentation dans l'ensemble des pays européens. Certains États membres ont profité de cette réglementation sur les cages aménagées pour basculer complètement en système alternatif. C'est le cas de l'Autriche, où 99 % des poules poules sont en système alternatif en 2018 en prévision de l'interdiction de la production en cage en 2020. De même, l'Allemagne détient 93 % de production alternative en lien avec une interdiction de l'élevage en cage à horizon 2025-2028. S'ensuivent la Suède (91 %) et les Pays-Bas (84 %). Les

pays du nord de l'Europe ont globalement un système de production davantage tourné vers l'élevage au sol. A l'inverse, certains pays gardent une proportion élevée de cages aménagées comme l'Espagne (82 % des poudeuses sont élevées en cages aménagées), le Portugal (90 %) ou la Pologne (85 %). En France, 58 % des poules poudeuses sont en cages aménagées début 2018.

Si le poids de l'alternatif est plus faible au niveau français que la moyenne européenne, compte tenu de la faible proportion d'élevage au sol, la France contribue de façon importante à la production alternative avec 31 % des effectifs européens de poudeuses en élevage biologique et 15 % des effectifs de plein air tandis qu'elle ne représente que 13 % des poudeuses en cage.

Répartition des effectifs de poudeuses par système de production dans les pays de l'Union européenne en 2018



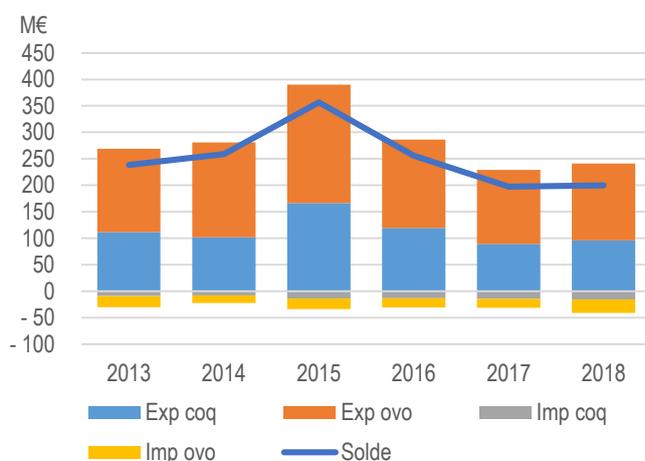
Source : CIRCABC

2.2.4. Commerce communautaire d'œufs et ovoproduits

L'Union européenne est exportatrice nette d'œufs et ovoproduits en volume (+ 117,2 Mtéoc) comme en valeur (+ 200 M€) en 2018.

En valeur, les ovoproduits correspondent à près de 40 % de ce solde. Les trois premières destinations des exportations d'œufs en coquille sont la Suisse (38 %), Israël (22 %) et la Mauritanie (5 %). En ovoproduits, les principales destinations sont le Japon (32 %), la Suisse (16 %) et la Thaïlande (5 %). Après une hausse du solde en 2015 lié au retrait des États-Unis des marchés mondiaux consécutivement à l'épisode d'IA ayant touché le Midwest en 2015, les exportations retrouvent un niveau proche des années antérieures en 2016. En 2017, le solde se réduit avec la crise du fipronil et plusieurs épisodes d'influenza ayant réduit la production européenne.

Échanges européens d'œufs et ovoproduits

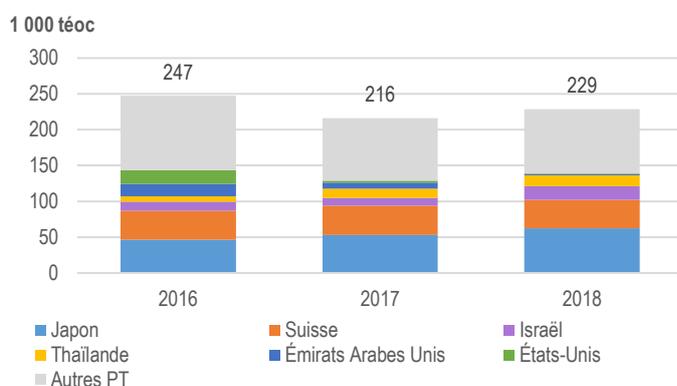


Source : ITAVI d'après Eurostat

Sur l'année 2018 on observe une hausse des exportations extra-européenne totale d'œufs et ovoproduits en volume (5,7 %) et une hausse en valeur (+ 5,0 %) par rapport à 2017. Les exportations d'œufs et ovoproduits se replient en valeur vers les États-Unis (- 97,9 %) et les Émirats Arabes Unis (- 53,7 %), et reprennent vers le Japon (+ 19,6 %) et Israël (+ 97,1 %).

L'essentiel de la hausse des exportations vers Israël concerne des œufs coquille exportés par l'Espagne (+ 6 200 téoc), soit environ la moitié de la hausse en volume sur l'ensemble des exportations communautaires d'œufs et ovoproduits.

Évolution des exportations extra-européennes d'œufs et ovoproduits entre 2016 et 2018

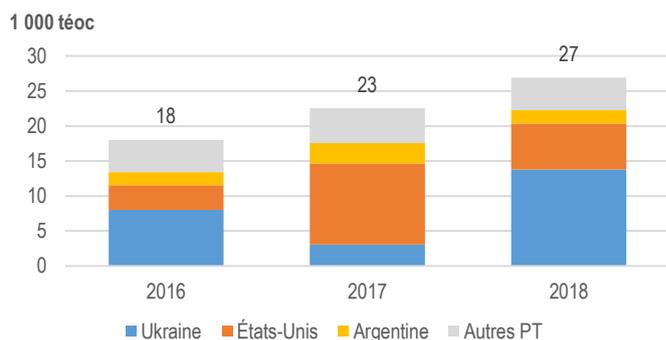


Source : ITAVI d'après Eurostat

Les importations (faibles en valeur absolue) sont en nette hausse sur l'année 2018 par rapport à 2017 (+ 19,5 %). Ce sont notamment les importations en provenance de l'Ukraine qui progressent (multiplication par 4) dépassant leur niveau de 2016 (+ 71,5 %). Les importations communautaires en provenance d'Ukraine représentent 51 % du total importé en volume, devant les États-Unis (24 %).

Les importations d'œufs et ovoproduits en provenance des États-Unis sont en repli de 43,5 % en volume et mais seulement de de 4,9 % en valeur, avec des hausses des ventes vers le Royaume-Uni (+ 31,0 %), l'Espagne (+ 23,6 %) et l'Italie (+ 18,6 %).

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits entre 2016 et 2018

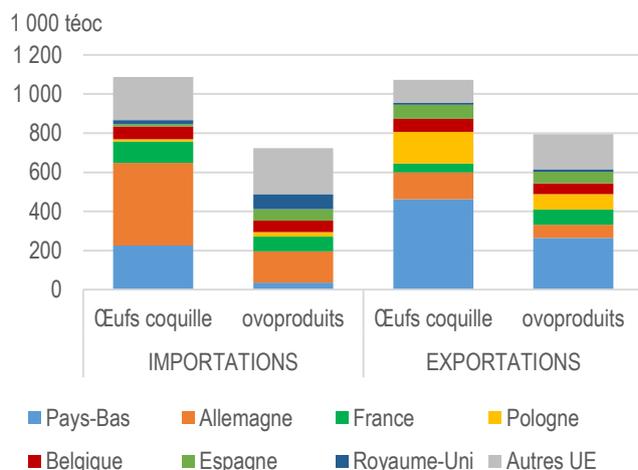


Source : ITAVI d'après Eurostat

2.2.4.1. Échanges intra-européens

Les échanges intra-européens d'œufs et ovoproduits sont extrêmement dynamiques, avec un volume d'exportation d'œufs en coquille de 1,1 Mtœc et d'ovoproduits de 0,7 Mtœc soit environ dix à quinze fois plus que les échanges avec les Pays tiers. Parmi les principaux flux on peut notamment citer les exportations d'œufs & ovoproduits des Pays-Bas vers l'Allemagne qui représentent près du quart du commerce intra-européen. En 2018, les principaux exportateurs d'œufs en coquille vers d'autres États membres sont les Pays-Bas (43 %), la Pologne (15 %) et l'Allemagne. Les principaux exportateurs d'ovoproduits sont les Pays-Bas (33 %), la France (10 %) et la Pologne (10 %).

Échanges intra européens d'œufs et ovoproduits en 2018



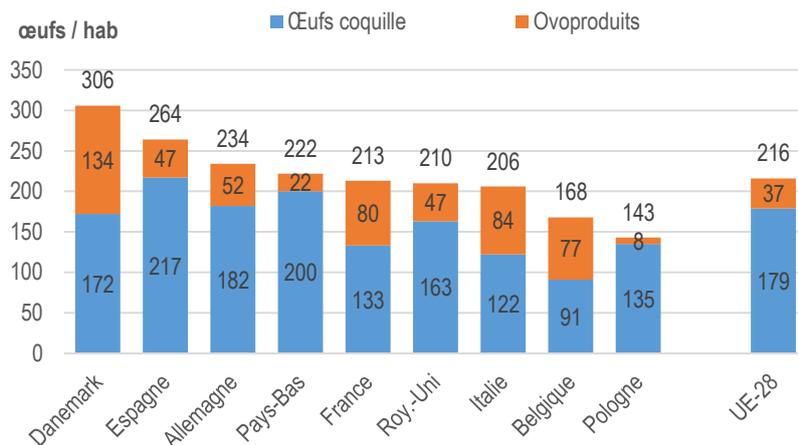
Source : ITAVI d'après Eurostat

2.2.5. Consommation d'œufs en Union européenne

En 2017, la consommation moyenne d'œufs par habitant et par an s'établit à 216 en Union européenne selon les estimations ITAVI et s'échelonne de 306 œufs/hab/an au Danemark à 143 œufs/hab/an en Pologne.

La part des ovoproduits dans la consommation d'œufs en Union européenne est estimée à environ 19 %. En France cette part est passée de 45 % en 2012 à 37,5 % en 2017. Sur la même période elle a augmenté en Espagne (14 % à 17 %), en Allemagne (20 % à 22 %), tandis qu'elle est stable en Italie (de 36 % à 35 %) et en léger recul au Royaume-Uni (15 % à 13 %).

Consommation d'œufs et d'ovoproduits dans les différents pays de l'UE en 2017 (œufs/habitants)



Source : ITAVI d'après IEC, SSP et Comext

2.3. La filière et le marché français

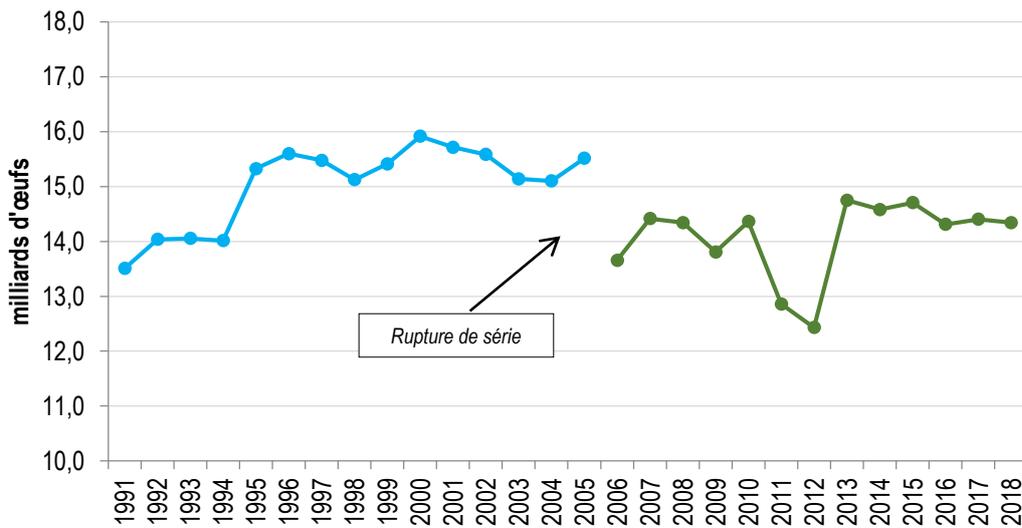
2.3.1. Évolution de la production

La production française d'œufs de consommation est en baisse régulière entre 2000 et 2012 puis connaît un sursaut de production entre 2012 et 2013 (+ 21 %) pour se stabiliser ensuite. En effet pour satisfaire à la directive bien-être, les bâtiments ont été vidés pour travaux vers des cages aménagées ce qui a été l'occasion pour une partie des élevages de réaliser des agrandissements. Le maintien des capacités en cage et la hausse des productions alternatives ont ainsi été reportés sur l'année 2013.

À partir des données de mises en place déclarées au CNPO, la production d'œuf de consommation a été estimée par l'ITAVI à 14,3 milliards d'œufs de consommation en 2018, soit une production stable (- 0,4 %) par rapport à l'année dernière¹.

¹ Compte-tenu de l'évolution plutôt stable de certaines variables du bilan (échanges, achats des ménages...) conduit à penser que les prévisions de production du modèle SSP-ITAVI-CNPO sont peut-être surestimées en 2017. En s'appuyant sur la tendance des mises en place déclarées au CNPO, la production a été estimée à 14,3 milliards d'œufs par l'ITAVI en 2017.

Production d'œufs en France entre 1991 et 2018

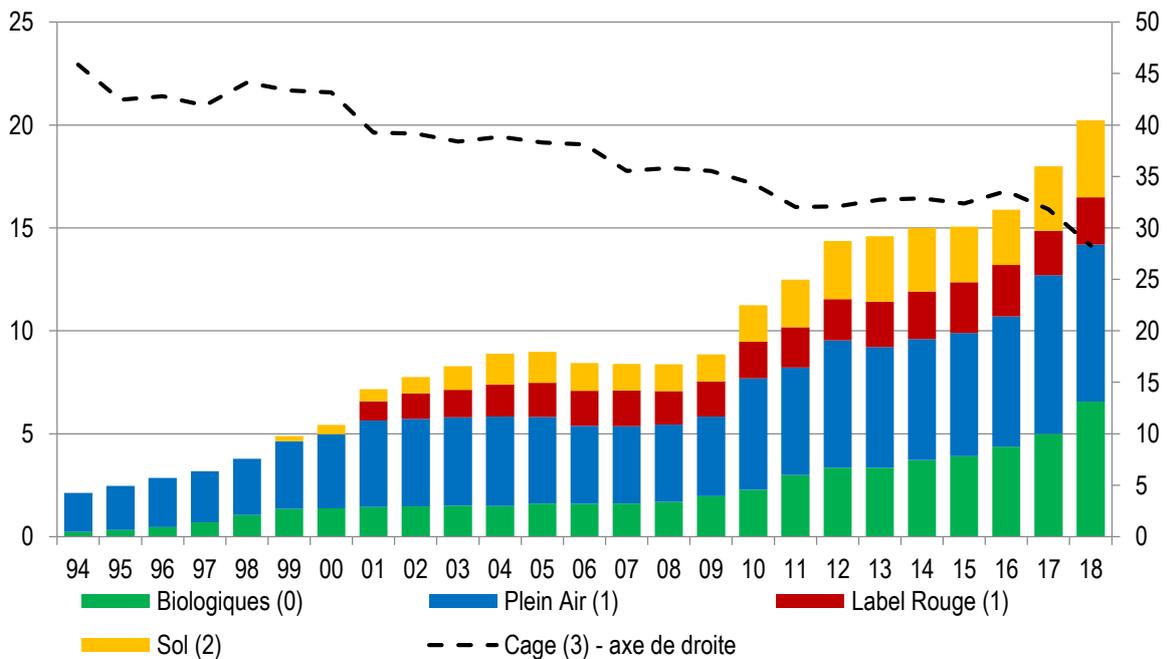


Source : SSP

Depuis la fin des années 90, la production se diversifie de plus en plus vers les modes de production plein air, sol et biologique. Ainsi les effectifs de poules pondeuses en système alternatif sont estimés à 42 % en 2018 contre 19 % en 2008. L'année 2018 marque une accélération du repli des systèmes cage qui correspondent désormais à 58 % des effectifs de pondeuses contre 63 % l'année précédente.

Entre 2013 et 2018 le taux de croissance annuel moyen est de + 14,4 % pour les systèmes biologiques, + 5,4 % pour le Plein-air hors Label Rouge et + 0,8 % en Label Rouge. Les capacités de production sont également en hausse en sol (+ 3,3 % / an), tandis que les effectifs en cage sont en baisse de 2,9 % par an. Depuis 2016, on assiste à une accélération du repli des effectifs en cage (- 8,3 % / an).

Évolution des effectifs de pondeuses par mode d'élevage (millions de têtes)



Sources : ITAVI d'après SSP, DGAL, Agence Bio et Synalaf

2.3.1.1. Structure de la production en 2018

Selon les statistiques fournies par la DGAL, les capacités moyennes d'élevage en poules par exploitation sont de 21 162 poules. Quel que soit le mode d'élevage les capacités moyennes de production sont en augmentation sur la période 2013-2018 notamment pour les élevages au sol (+ 48,7 %), bio (+ 15,4 %) et Plein air (+ 13,8 %). Sur la période cela correspond à une baisse des capacités moyennes de 3,0 % en raison du transfert vers les productions alternatives à la cage. À noter qu'à la réglementation s'ajoute un accord interprofessionnel qui limite la taille des ateliers de pondeuses en Bio et Label Rouge (Plein air) qui explique également la moindre croissance de la taille moyenne des exploitations.

Structure des élevages de poules pondeuses en fonction des systèmes de production en 2018

	Part des exploitations (%)	Part des capacités de production (%)	Capacité moyenne en poules / exploitation	Évolution des capacités moyennes 2013-2018
Biologique (0)	30,5 %	13,5 %	6 860	+ 15,4 %
Plein air (1)	47,1 %	20,5 %	9 580	+ 13,8 %
Sol (2)	7,0 %	7,7 %	24 202	+ 48,7 %
Cage (3)	15,4 %	58,3 %	83 623	+ 2,2 %
Ensemble	100 %	100 %	22 058	- 3,0 %

Source : DGAL

2.3.2. Un déficit en œufs coquille qui s'accroît et un excédent en ovoproduits qui s'amointrit

La France est déficitaire en œufs coquille depuis le milieu des années 1990. Ce déficit s'est fortement réduit pour atteindre l'équilibre en 2014 mais a rechuté depuis 2016 en raison d'une hausse d'importations en provenance d'Espagne et de Pologne, deux pays fortement orientés vers la production d'œufs de poules en cage, et d'un repli des exportations en direction du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Aussi ces importations d'œufs en coquille sont le reflet d'une demande accrue de produits conventionnels à bas coût destinés essentiellement à la transformation.

Évolution du solde en œufs et ovoproduits en valeur



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Le solde des échanges d'œufs en coquille est négatif (- 40 100 téoc ; - 41 M€) en 2018. Par rapport à 2017, les exportations sont notamment en repli vers l'Allemagne (- 93 %), le Royaume-Uni (- 60 %), les Pays-Bas (- 14 %) et la Belgique (- 26 %). Ils sont en nette hausse vers l'Espagne (x2,6) avec un prix moyen en baisse de 15 %. Les importations d'œufs coquille sont quant-à-elles également en repli de 11 %, principalement avec la baisse des importations en provenance d'Espagne (- 17 %).

Les exportations d'ovoproduits reculent en volume en 2018 (- 4,3 %) tandis qu'elles progressent en valeur (+ 3,7 %) avec un accroissement des ventes en direction d'Espagne (+ 14 %) et d'Italie (+ 24 %) tirées par les prix moyens du jaune et de l'albumine liquides en hausse. **Les importations d'ovoproduits progressent de 7,0 % en**

volume et de 8,9 % en valeur en 2018, principalement via l'Espagne. **Le solde en ovoproduits est positif (+ 21 M€) mais se rétracte** de 2 M€ en 2018 par rapport à 2017. Ainsi, le déficit global en œufs et ovoproduits se réduit (- 10 M€ en 2018 contre - 17 M€ en 2017).

Échanges d'œufs et ovoproduits en tonne équivalent œuf coquille

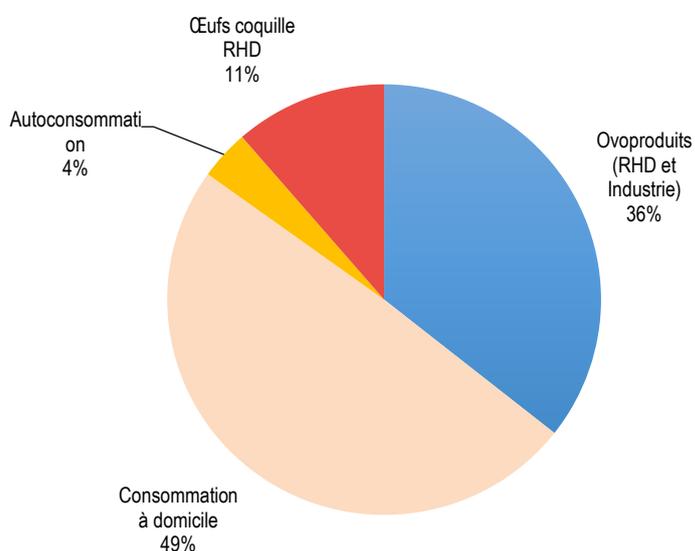
		Œufs coquille			Ovoproduits			Total		
		17	18	%18/17	17	18	%18/17	17	18	%18/17
Ktéoc	EXP	25	20	-17,9%	101	96	-4,3%	125	116	-7,0%
	IMP	68	60	-10,7%	69	74	+7,0%	137	134	-1,8%
	Solde	-43	-40		31	22		-11	-18	
M€	EXP	32	27	-17,1%	104	108	+3,7%	136	134	-1,2%
	IMP	82	68	-17,6%	71	77	+8,9%	153	145	-5,3%
	Solde	-50	-41		33	31		-17	-11	

Source : ITAVI d'après douanes française

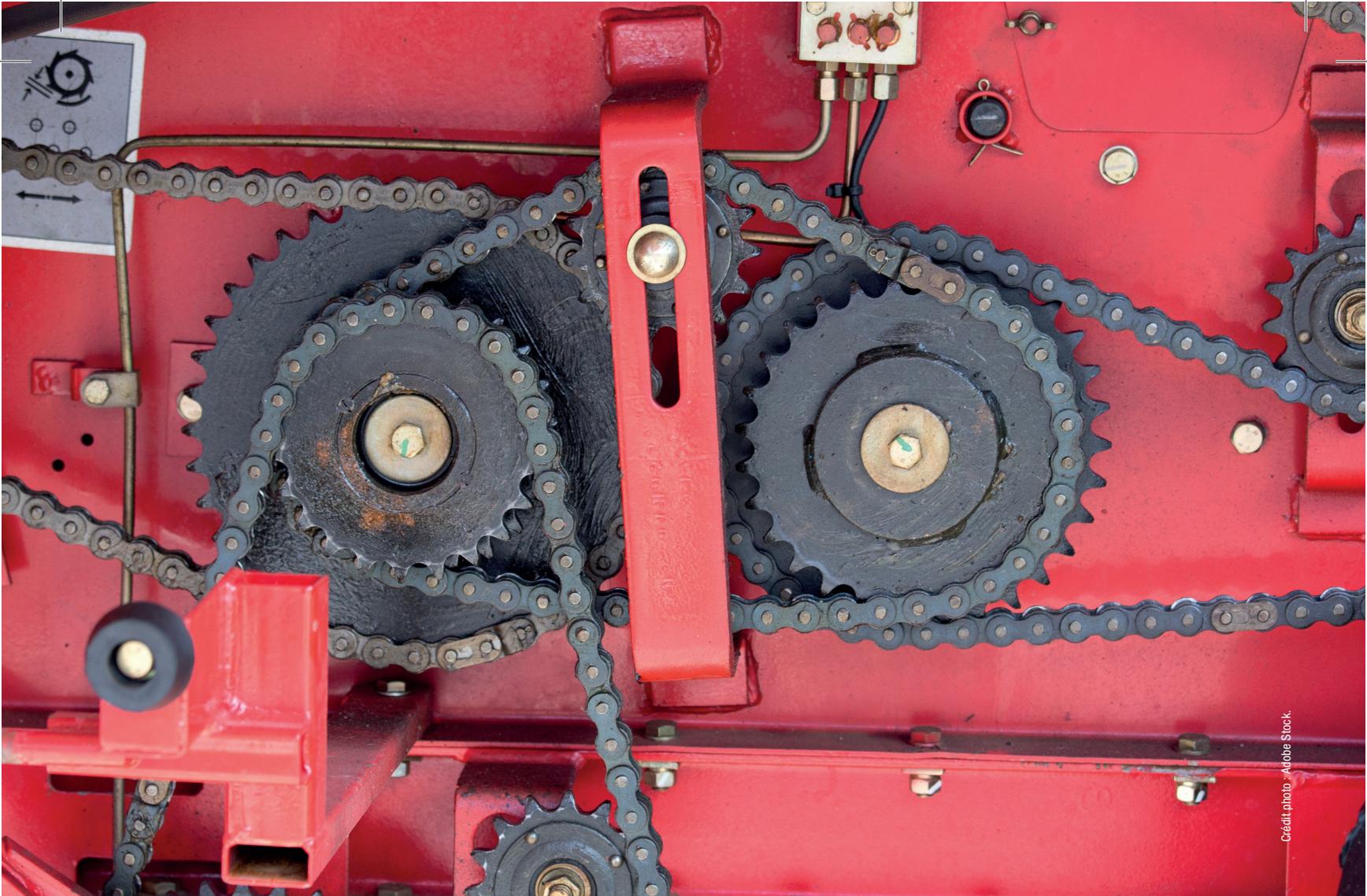
2.3.3. Consommation et segmentation de marché

En France la consommation d'œufs par habitant est assez stable mais s'érode légèrement depuis 2013 (- 0,3 % par an) pour s'établir à 214 œufs/hab/an en 2018 avec une part d'ovoproduits de 35,6 % stable par rapport à l'année 2017 (35,2 %). En 2018, la consommation totale est en progression de 0,6 % par rapport à 2017.

Consommation d'œufs par circuit de distribution en 2018



Les œufs en coquille restent un produit de base consommé par une immense majorité de français, avec 96,2 % des ménages ayant acheté des œufs en 2018 d'après le panel Kantar. En revanche ce taux varie en fonction des différents systèmes d'élevage avec un repli du taux de pénétration d'œufs « cage » qui passe de 79 % à 67 % entre 2013 et 2017, et une hausse de celui des œufs plein air passant de 65 % à 72 % sur la même période.



Crédit photo : Adobe Stock

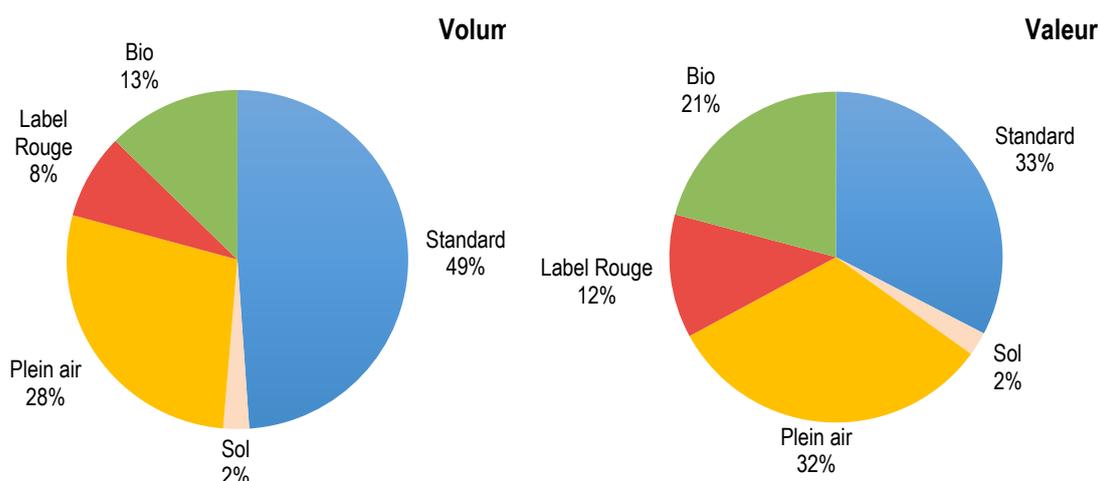
LA TRANSMISSION DES ENTREPRISES AGRICOLES EST COMPLEXE.

NOS EXPERTS EN AGRICULTURE
SONT LÀ POUR VOUS ACCOMPAGNER.

Crédit  Mutuel

CNCM - 88/90 rue Cardinet - 75017 Paris.

Segmentation de marché des achats des ménages d'œuf coquille en 2018



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel

Depuis 2003, la part des systèmes alternatifs dans la consommation est en augmentation et correspond en 2018 à plus de la moitié des volumes de consommation à domicile (51 %) et à deux tiers des dépenses en œufs selon le panel Kantar, les prix du bio et du Plein Air étant plus élevés. Parmi les systèmes alternatifs, le bio et le plein air (hors label rouge) ont suivi une progression particulièrement importante sur dix ans, représentant un doublement du volume global. Dans la production, la part des systèmes alternatifs reste importante (58 % en 2018), ainsi l'écart est comblé par les utilisations du secteur ovoproduits qui s'approvisionne encore à 71 % en œufs de poules pondeuses en cage et par la RHD (Restauration Hors Domicile).

2.3.3.1. Tendances 2019

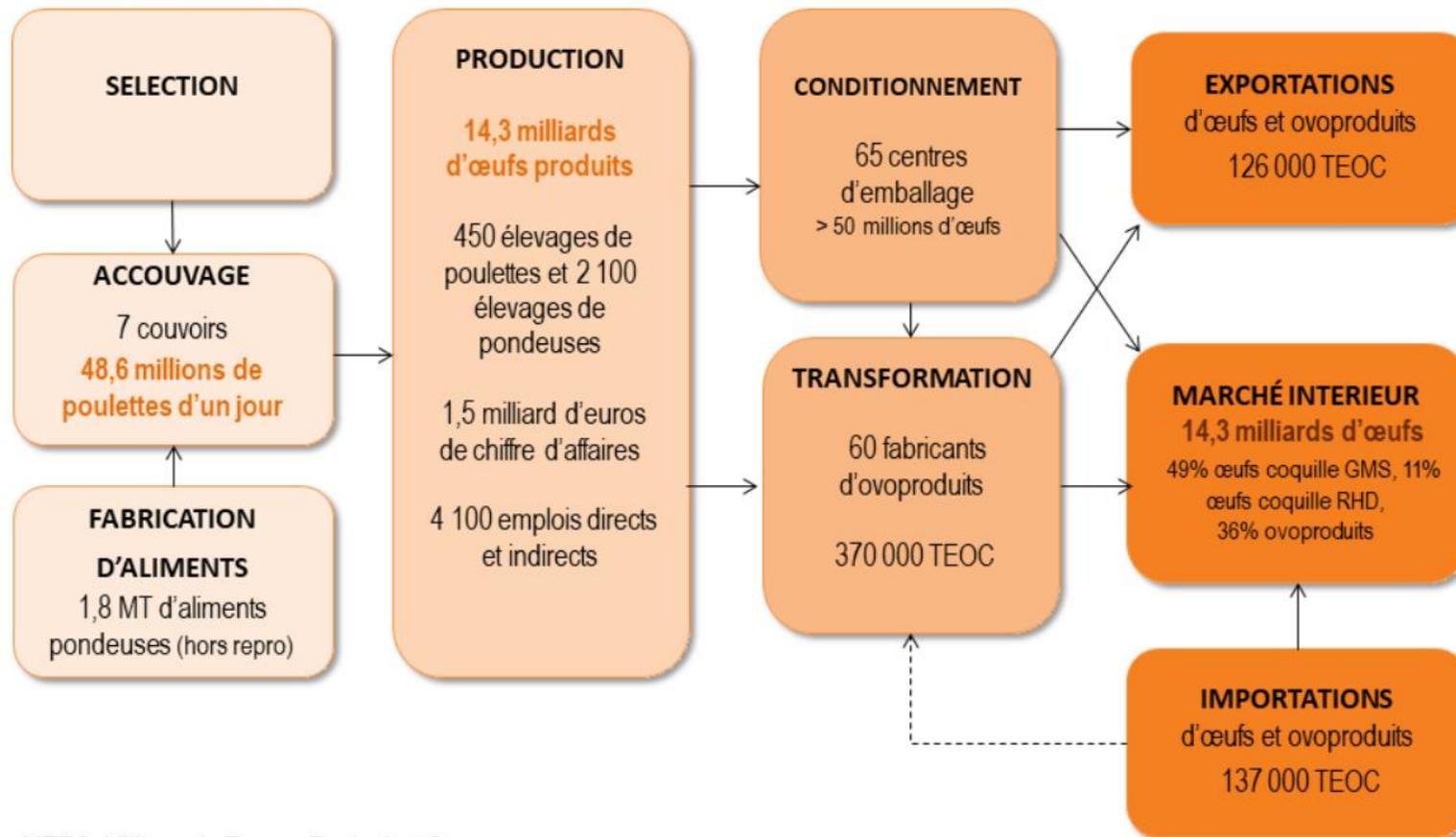
En 2019, les mises en place de poussins des sept premiers mois de l'année sont en hausse de 4,6 % par rapport à 2018, et la production prévisionnelle d'œufs sur 10 mois 2019 s'inscrit également en hausse de 4,6 %. Toutefois, les fabrications d'aliment au premier semestre sont stables (- 0,2 %).

Les solde en œufs coquille continue de se replier sur 7 mois (- 3 500 téoc) en volume avec une hausse notable des importations en provenance de l'Espagne (+ 28,4 %). En ovoproduits, le solde reste excédentaire mais en repli également sur 7 mois (- 5 000 téoc) avec des importations en hausse (+ 14,8 %) en provenance de Belgique (+ 53,4 %) et d'Italie (+34,8 %).

Ainsi la balance commerciale en œufs et ovoproduits passe de - 4 M€ à - 9 M€ entre 7 mois 2018 et 7 mois 2019.

La consommation à domicile d'œufs coquille s'inscrit en hausse sur 8 mois 2019 (+ 1,1%) avec un prix en hausse de 4,4 % traduisant une augmentation des consommations d'œufs issus de modes d'élevage alternatif. En effet les achats des ménages d'œufs Plein-air sont en hausse (+ 15,4 %), de même que pour les œufs bio (+ 18,0 %) et les œufs de poules au sol (75,0 %). Les achats d'œufs de poules en cage sont en repli de 12,6 %.

LA FILIERE FRANCAISE DE L'ŒUF



MTEC: Millions de Tonnes Equivalent Carcasse

RHD: Restauration Hors Domicile

Source: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, CNPO

données 2018

3. Le lapin de chair

3.1. Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux

3.1.1. Production

Selon FAOSTAT, la Chine a produit 932 000 tonnes de viande de lapin en 2017 soit plus de la moitié de la production mondiale (1,48 millions de tonnes), avec une production en croissance continue depuis les années 1990 (+ 9 % par an).

L'Union européenne est le deuxième producteur mondial de lapin de chair avec une production qui s'établit autour de 200 000 tonnes équivalent carcasse. L'Espagne est le premier producteur européen devant la France et l'Italie. À eux trois ces pays réunissent plus des deux tiers de la production totale de l'UE. Les comparaisons internationales sont toutefois difficiles à établir, les statistiques étant peu robustes en raison de la taille modeste de la filière au regard des autres productions animales dans l'ensemble des pays du monde.

Abattages de lapin dans les différents pays européens en tonnes équivalent carcasse

	2016	2017	2018	% 18/17
Espagne	59 589	57 258	53 022	- 7,0 %
France	40 996	39 065	36 281	- 7,1 %
Italie*	31 415	28 675	23 741	- 17,2 %
Portugal	5 199	4 856	5259	+ 9,7 %
Hongrie	5 962	5 246	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>

* Statistiques établies sur 70 % des abattages de lapin

Source : ITAVI d'après SSP, MAPA, ISTAT, INE, FAOSTAT

La production européenne se caractérise par une diversité de systèmes de production aussi en bien termes de systèmes de logement des animaux et de pratiques d'élevage qui peuvent être le fruit de réglementations nationales, d'attentes sociétales ou encore d'une orientation de marché.

3.1.2. Commerce européen de viande de lapin

La plupart des échanges communautaires de viande de lapin est réalisée entre les plus grands pays producteurs de l'UE notamment l'Espagne dont l'essentiel des exports est dirigé vers le Portugal, la France vers les marchés Italiens, la Belgique en direction de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas et la Hongrie à destination de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse.

Les principaux importateurs de l'UE sont l'Allemagne et le Portugal. La Suisse est le principal client des exportations extra-UE de viande de lapin, de petits volumes étant exportés à destination des États-Unis, du Canada et de Hong-Kong.

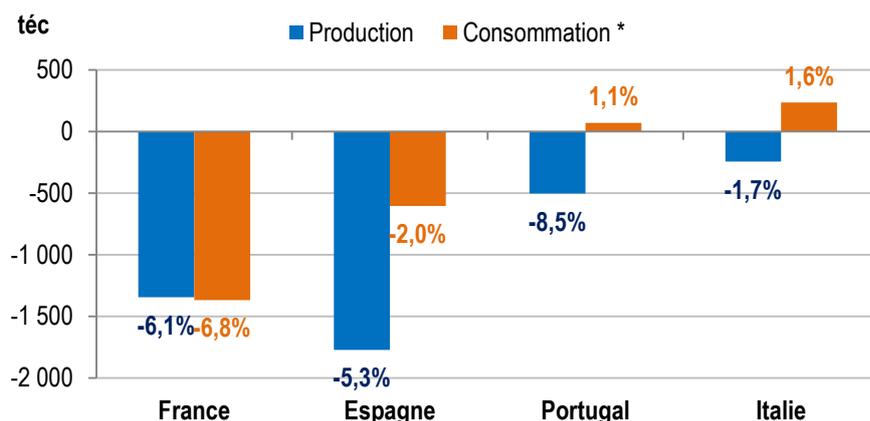
Les importations extra-UE proviennent à 99 % de Chine représentant 22 % des importations totales de lapin dans les pays communautaires. Celles-ci passent également essentiellement par la Belgique (Anvers) avant d'être réexpédiées vers la France notamment.

3.1.3. Une situation de déconsommation de viande de lapin dans la plupart des pays producteurs

La tendance à la baisse de la consommation est partagée par la plupart des pays de l'Union européenne avec des variations. Ainsi les réductions de consommation pour la France sont particulièrement marquées ces dernières années (- 6 % par an depuis 2008). La consommation italienne s'est également repliée de façon importante (- 19

% entre 2005 et 2015) et subit un net recul en 2018 avec des abattages en repli de 17,2 % selon Istat², expliquant la reprise de consommation observée au premier semestre 2019 (cf. figure ci-dessous). La consommation espagnole qui semblait se stabiliser repart en baisse en 2018 (- 4,1 %) et sur les sept premiers mois 2019 (- 2,0 %). En Belgique les niveaux de consommation sont moins élevés mais stables avec des produits orientés vers la valorisation des critères de bien-être animal type « lapin parc » ou l'origine nationale (« 100 % belge »). Dans ce contexte les niveaux d'importation en provenance de Chine évoqués dans le précédent paragraphe constituent un enjeu particulièrement important notamment pour des réseaux ne valorisant pas nécessairement les critères d'origine tels que la restauration et l'industrie agro-alimentaire.

Dynamique de production et consommation dans les principaux pays européens entre 7 mois 2018 et 7 mois 2019



* Consommation calculée par bilan sur la base des abattages
Source: ITAVI d'après Comext, SSP, MAGRAMA, ISTAT, INE

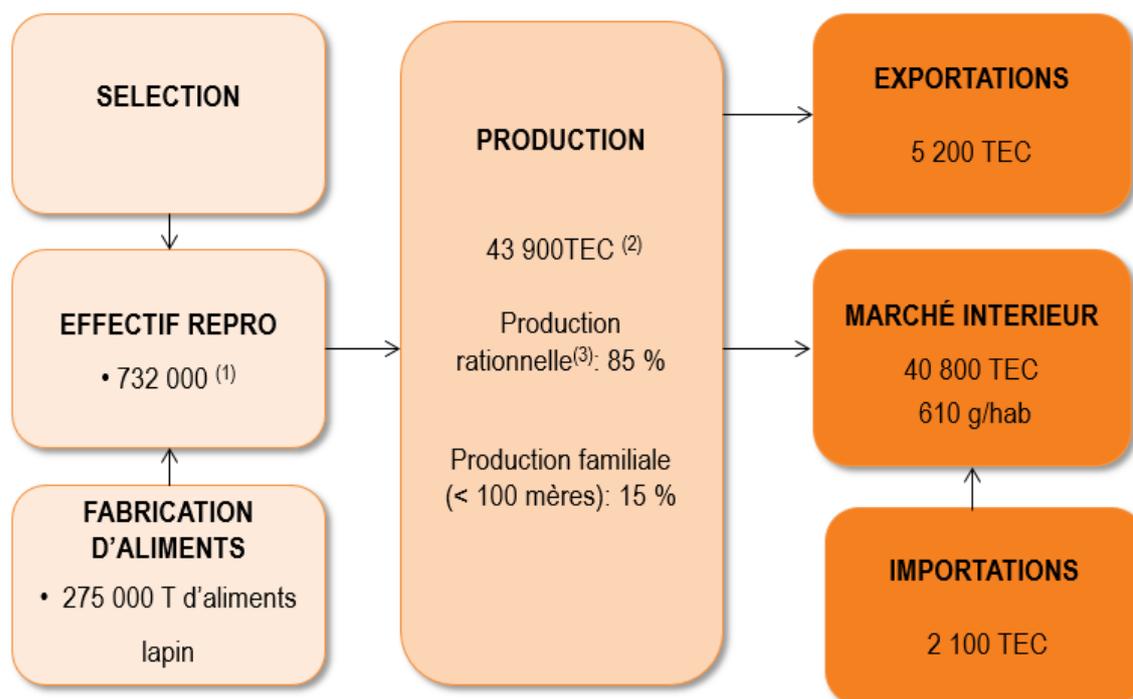
Échanges intra-européens de viande de lapin en 2018

		Imports										Exportations
		Allemagne	Italie	Portugal	France	Belgique	Espagne	Pologne	Pays-Bas	Roy.-Uni	Autres UE	
Exportations	France	796	1 643	78		641	691	26	119	545	166	4 705
	Espagne	45	534	2 211	472	388		99	6	212	459	4 428
	Belgique	892	4		1 499		29	3	699	78	4	3 209
	Hongrie	1 373	211		37	2		464	64	2	597	2 750
	Italie	300		3	17	9	0	111	12	8	525	986
	Pays-Bas	280	21	1	40	230	8	1		13	45	639
	Portugal	4			0		384	241	0	5	0	633
	Pologne	366	18		12	22			1	4	8	431
	Tchéquie	218	0		2	13	0	3		3	72	310
	Allemagne		3		2	44	6	20	12	4	191	282
	Autres UE		28	3	0	7	51	7	20	15	8	201
Imports		4 303	2 437	2 293	2 087	1 399	1 125	988	928	884	2 268	18 712

Source : ITAVI d'après Eurostat

² Les statistiques d'abattage de lapin établies par Istat portent sur environ 70 % de la production en l'absence de réponse d'un opérateur.

LA FILIERE CUNICOLE FRANCAISE



TEC: Tonnes Equivalent Carcasse

(1) SAA 2017

(2) Estimations à partir du RA et des GTE

(3) RA 2010

Sources: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, ESANE

Estimations 2018

3.2. La filière française

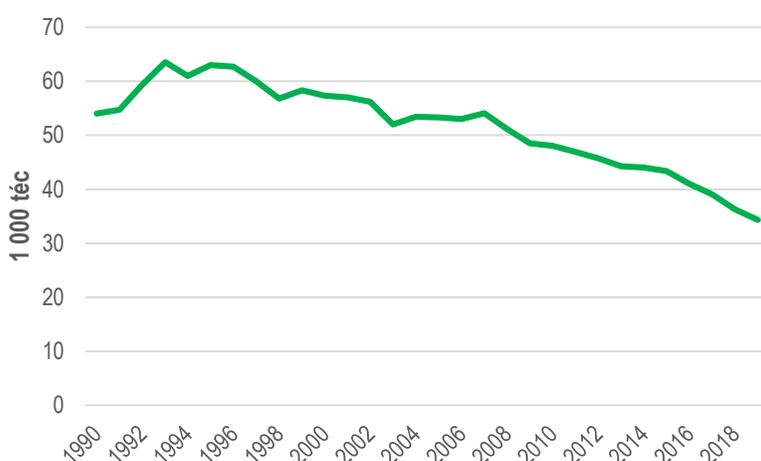
3.2.1. Des indicateurs de production en repli depuis vingt ans

3.2.1.1. Production et abattage

La production française de lapins, estimée à partir de la SAA et des abattages contrôlés, s'élève à 43 900 tonnes équivalent carcasse (téc) en 2018, en repli de 3,9 % par rapport à 2017. Les abattages contrôlés suivent la même évolution avec une production en diminution depuis le milieu des années 1990. Depuis 2016, les élevages cunicoles font face à une crise sanitaire qui affecte fortement la production avec la résurgence de la maladie hémorragique virale du lapin (VHD).

Selon le SSP, les abattages de lapins se replient de 7,1 % en tonnes en 2018 par rapport à 2017 et de 6,6 % en têtes. Le volume abattu atteint 36 300 téc pour 26,5 millions de têtes.

Abattages contrôlés de lapins en France depuis 1990



Source : SSP

Sur 7 mois 2019, la tendance se poursuit avec une baisse de 5,3 % en volume et de 5,4 % en têtes par rapport à la même période en 2018. La production sur 11 mois estimée à partir des inséminations artificielles, à performance technique constant, est en repli de 5,2 % par rapport à la même période en 2018.

Évolution des abattages de lapins CVJA en téc

	2017*	2018*	% 18/17	2019*	% 19/18
Janvier	3 579	3 329	- 7,0 %	3 107	- 6,7 %
Février	3 550	3 387	- 4,6 %	3 138	- 7,3 %
Mars	3 603	3 439	- 4,6 %	3 104	- 9,7 %
Avril	3 501	3 182	- 9,1 %	2 992	- 6,0 %
Mai	3 158	3 011	- 4,7 %	2 923	- 2,9 %
Juin	3 193	3 046	- 4,6 %	2 966	- 2,6 %
Juillet	2 915	2 680	- 8,0 %	2 667	- 0,5 %
Août	2 935	2 709	- 7,7 %		
Septembre	3 096	2 879	- 7,0 %		
Octobre	3 202	2 792	- 12,8 %		
Novembre	3 129	2 962	- 5,3 %		
Décembre	3 204	2 864	- 10,6 %		
Année	39 065	36 281	- 7,1 %		

3.2.1.2. Fabrications d'aliment

Selon Coop de France NA et le SNIA, les fabrications d'aliments pour lapin s'établissent à 275 885 tonnes en 2018 en repli de 9,3 % par rapport à 2017. Au premier semestre 2019, les fabrications sont en baisse de 6,3 % par rapport à la même période en 2018.

Fabrications d'aliments en tonnes

Année	Fabrications d'aliments pour lapins
2001	558 196
2005	493 000
2010	406 634
2018	275 885

Sources : Coop de France nutrition animale et SNIA.

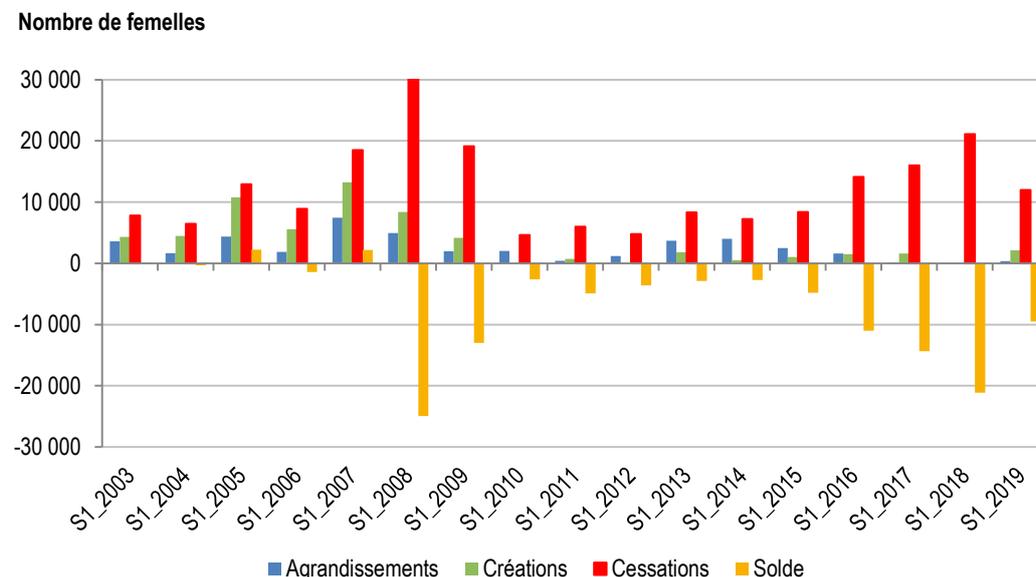
Entreprise du panel mensuel représentant environ 95 % de la production nationale

3.2.1.3. Suivi annuel des élevages

Le solde des créations, agrandissements et cessations d'élevages, observé sur un échantillon de 500 000 femelles et calculé en nombre de femelles est négatif depuis au moins 2003. Depuis 2008, le rythme des créations s'est fortement réduit et reste proche de zéro depuis. En 2018, l'enquête FENALAP sur les capacités de production en élevage affiche un solde négatif de - 34 969 en dégradation par rapport à 2017 (- 25 248).

Sur le premier semestre 2019, le solde est négatif à - 9 520 femelles, ce qui représente une baisse plus de deux fois plus faible que le même semestre de l'année 2018 (-21 136 femelles). La baisse de production du 1^{er} semestre 2019 est la plus faible depuis celle du 1^{er} semestre 2016.

Suivi annuel des élevages en nombre de femelles au premier semestre



Source : FENALAP

3.2.1.4. Effectifs de reproductrices

Selon Agreste, les effectifs nationaux de lapines reproductrices s'établissent à 732 000 têtes en 2017 contre 1 376 000 têtes en 2000 soit un repli de 47 % sur la période. Entre 2010 et 2015, les effectifs sont stables autour de 870 000 têtes tandis qu'ils se replient de 12 % en 2016 et de 5 % en 2017.

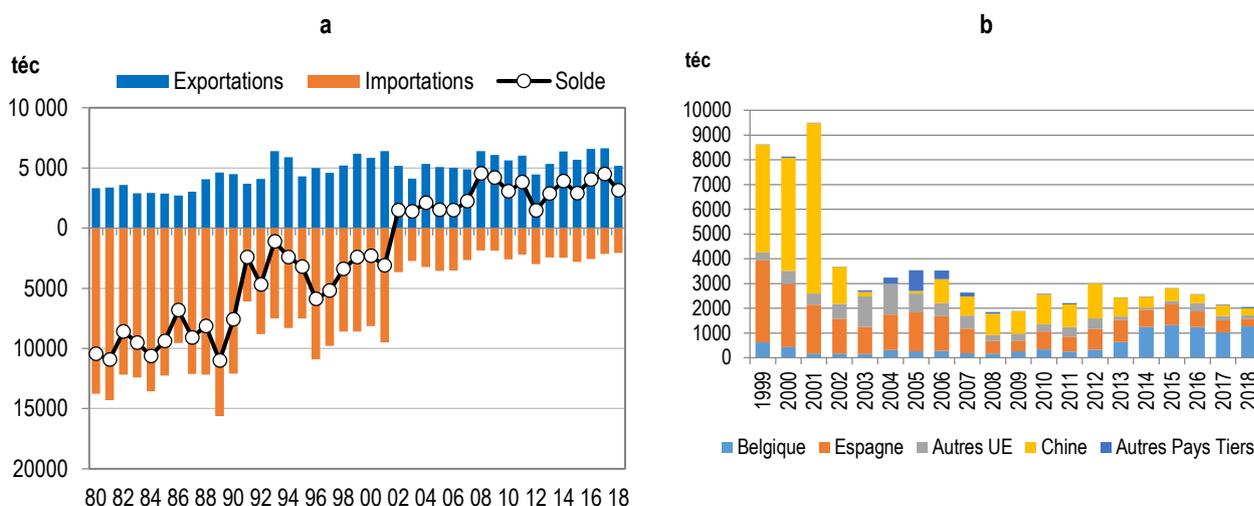
3.2.1.5. Nombre d'éleveurs

L'enquête « groupements de producteurs » menée par la FENALAP compte 705 éleveurs en 2017 pour 16 groupements de producteurs, soit un repli de 11 % par rapport à l'année précédente. En 2005, le nombre d'éleveurs était de 1 404 pour 25 groupements.

3.2.2. Un solde des échanges excédentaire

Le solde des échanges de viandes de lapin est excédentaire en volume depuis 2002, il augmente jusqu'en 2008 puis reste relativement stable depuis. La décision de la Commission Européenne d'interdire les importations de lapins en provenance de Chine entre le 30 janvier 2002 et le 31 août 2004 a en particulier contribué à rendre excédentaires les échanges français. Depuis les cinq dernières années, cette hausse du solde (en volume) s'explique surtout par la hausse des exportations vers l'Union européenne tandis que les importations en provenance de Chine se replient.

Évolution des échanges français de viande de lapin depuis 1980 : a) balance commerciale et b) importations par pays d'origine



Source : douanes françaises

Sur 2018, le solde des échanges est positif en volume et en valeur avec un excédent commercial de 16,7 M€, inférieur de 5,3 % à celui observé en 2017 (17,6 M€), ce qui s'explique par le repli des exportations en valeur vers le Portugal (- 46,0 %), la Belgique (- 9,5 %), l'Espagne (- 16,6 %) et Hong-Kong (- 62,3 %).

Les exportations se replient de 21,9 % en volume et de 8,6 % en valeur sur 2018 par rapport à l'année précédente avec un prix moyen d'exportation en hausse de 17,1 % (4,29 € / kg). Les exportations sont en baisse en volume et en valeur vers le Portugal (- 116 tés), la Belgique (- 298 tés), l'Espagne (- 184 tés), l'Allemagne (- 198 tés) et Hong-Kong (- 98 tés), tandis qu'elles progressent vers le Royaume-Uni (+ 78 tés) et sont stables vers l'Italie (+ 5 tés).

Les importations françaises de lapin ont quant à elles baissé en volume (- 4,7 %) et en valeur (- 17,1 %). En effet, les importations reculent en volume en provenance d'Espagne (- 38,2 %) mais aussi de Chine (- 33,7 %), tandis qu'elles augmentent en provenance de Belgique (+ 24,4 %) sur 2018. Le prix à l'importation régresse sur 2018 (- 13,0 %), lié à la baisse de 25,3 % du prix d'importation en provenance de Belgique (1,60 €/kg contre 2,14 €/kg en 2017).

Le solde du commerce de viande de lapin est ainsi en repli de 30,1 % en volume et de 5,3 % en valeur sur 2018 pour s'établir à + 16,7 M€.

Évolution sur 7 mois 2019 :

Sur les 7 premiers mois de 2019, le solde des échanges est positif en volume et en valeur avec un excédent commercial de 9,9 M€, supérieur de 10,6 % à celui observé sur 7 mois 2018 (8,9 M€), ce qui s'explique par la progression des exportations en valeur.

Les exportations progressent de 4,4 % en volume et de 4,3 % en valeur sur 7 mois 2019 par rapport à l'année précédente avec un prix moyen d'exportation stable (4,12 €/ kg). Les exportations sont en augmentation en volume et en valeur vers l'Espagne (+ 203 téc), vers les États-Unis (+ 140 téc) et vers le Royaume-Uni (+ 38 téc) tandis qu'elles reculent vers l'Allemagne (- 157 téc), Malte (- 73 téc), le Portugal (- 32 téc) et la Belgique (- 29 téc).

Les importations françaises de lapin quant-à-elles reculent en volume (- 5,1 %) et en valeur (- 12,3 %). En effet, les importations sont ralenties par le recul des volumes en provenance d'Espagne (- 93 téc) et de Chine (- 47 téc), malgré la progression des importations belges (+ 93 téc). Le prix à l'importation régresse sur 7 mois 2019 (- 7,6 %), lié à la baisse de 10,1 % du prix d'importation en provenance de Belgique (1,61 €/kg sur 7 mois 2019 contre 1,79 €/kg sur 7 mois 2018).

Le solde du commerce de viande de lapin progresse de 10,6 % en volume et en valeur sur 7 mois 2019 pour s'établir à + 9,9 M€.

Commerce extérieur de la France viande de lapins (frais + congelé) - En VOLUME

téc				Cumul 7 mois		
	2017	2018	%18/17	2018	2019	%19/18
Exportations	6 642	5 188	-21,9	3 001	3 132	+4,4
vers l'Union à 28	5 923	4 757	-19,7	2 806	2 770	-1,3
dt Italie	1 627	1 631	+0,3	1 061	1 042	-1,8
dt Allemagne	956	759	-20,7	402	244	-39,2
dt Espagne	819	635	-22,5	314	517	+64,6
dt Belgique	899	602	-33,1	334	304	-8,8
dt Portugal	185	69	-62,5	41	9	-77,7
dt Royaume-Uni	452	530	+17,2	300	338	+12,7
vers Pays Tiers	719	431	-40,1	194	362	+86,4
dt Suisse	80	66	-17,8	42	35	-16,2
dt Hong-Kong	181	83	-54,2	27	56	+105,0
dt Etats-Unis	181	191	+5,1	90	231	+155,3
Importations	2 156	2 055	-4,7	1 188	1 127	-5,1
de l'Union à 28	1 702	1 716	+0,9	975	994	+1,9
dt Belgique	1 022	1 272	+24,4	689	782	+13,5
dt Espagne	493	304	-38,2	222	129	-41,9
dt Hongrie	33	48	+46,4	28	39	+42,8
des Pays Tiers	455	338	-25,5	213	133	-37,3
dt Chine	433	287	-33,7	169	122	-27,5
SOLDE	+4486	+3133		+1813	+2005	+10,6

Commerce extérieur de la France viande de lapins (frais + congelé) - En VALEUR

milliers d'euros				Cumul 7 mois		
	2017	2018	%18/17	2018	2019	%19/18
Exportations	24 347	22 265	-8,6	12 384	12 914	+4,3
vers l'Union à 28	22 046	20 714	-6,0	11 547	11 587	+0,3
dt Italie	5 057	5 486	+8,5	3 269	3 380	+3,4
dt Allemagne	4 432	4 756	+7,3	2 343	1 725	-26,4
dt Espagne	2 731	2 278	-16,6	1 232	1 971	+60,0
dt Belgique	3 739	3 382	-9,5	1 840	1 629	-11,5
dt Portugal	447	241	-46,0	136	34	-75,2
dt Royaume-Uni	1 811	2 103	+16,1	1 192	1 438	+20,6
vers Pays Tiers	2 302	1 551	-32,6	836	1 326	+58,6
dt Suisse	753	621	-17,5	403	327	-18,9
dt Hong-Kong	344	130	-62,3	41	101	+148,2
dt Etats-Unis	632	578	-8,6	258	704	+172,9
Importations	6 753	5 605	-17,0	3 438	3 016	-12,3
de l'Union à 28	4 874	4 077	-16,3	2 481	2 364	-4,7
dt Belgique	2 187	2 034	-7,0	1 234	1 258	+2,0
dt Espagne	2 038	1 336	-34,4	934	614	-34,2
dt Hongrie	192	310	+61,9	165	303	+83,5
des Pays Tiers	1 879	1 528	-18,7	958	652	-31,9
dt Chine	1 771	1 256	-29,1	726	551	-24,1
SOLDE	+17594	+16660		+8945	+9897	+10,6

Il est remarquable, le patrimoine européen.

LE LAPIN
FAITES-VOUS **REMARQUER**



Une grande campagne déployée en 2019 sur tous les canaux de communication

- **RP et événementiel** : diffusion de communiqués de presse toute l'année avec des thématiques saisonnières.
- **6 films publicitaires** : diffusion sur une sélection de sites et sur les réseaux sociaux en affinité avec la cible (4,5 millions de contacts). **vuble**
- **8 recettes filmées** : diffusion sur le site Demotivateur **FOOD** et sur les réseaux sociaux (8 millions de personnes touchées).
- **100 journées d'animations dégustations** pour faire découvrir les atouts de la viande de lapin
- **Mise à disposition de kits PLV** pour les magasins, comprenant vitrophanies, stop-rays, leaflets consommateurs recettes avec relais d'un jeu concours sur le site web lelapinfaitesvousremarquer.fr



**ENJOY
IT'S FROM
EUROPE**



CAMPAGNE FINANCÉE
AVEC LE SOUTIEN DE
L'UNION EUROPÉENNE

Le contenu de cette campagne de promotion reflète uniquement la position de l'auteur et relève de sa seule responsabilité. La Commission européenne et l'Agence nationale pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHIFFA) déclinent toute responsabilité quant à toute utilisation qui pourrait être faite des informations qui y figurent.

3.2.3. Consommations de viandes de lapin

3.2.3.1. Consommation calculée par bilan

La consommation de lapin en France est en forte diminution depuis le milieu des années 1990 avec une division par deux de la consommation sur 20 ans. Cette diminution de la consommation est structurelle et s'explique en partie par la dé-consommation auprès des populations les plus jeunes.

En 2018, la consommation individuelle de viande et préparations de lapin s'établit à 610 grammes par habitant, contre 1 480 g/hab en 2000. En 2019, la consommation par habitant est estimée à 570 grammes (- 6,2%) sur la base des 7 premiers mois de l'année.

Évolution de la consommation de viande de lapin en France

	Conso. totale ^(a) (1000 téc)	Conso. contrôlée ^(b) (1000 téc)	Conso. totale par hab. (kgéc/hab)	Autosuffisance (%)
1990	-	61,6	-	-
1995	-	66,2	-	-
2000	89,4	59,6	1,48	97
2005	79,3	51,4	1,26	101
2010	59,4	44,5	0,92	106
2015	48,1	39,3	0,72	108
2016	45,8	38,0	0,69	106
2017	41,3	34,6	0,62	113
2018	40,8	33,0	0,61	109
2019*	38,3	30,9	0,57	111

a) Consommation calculée par bilan à partir de la production de la SAA

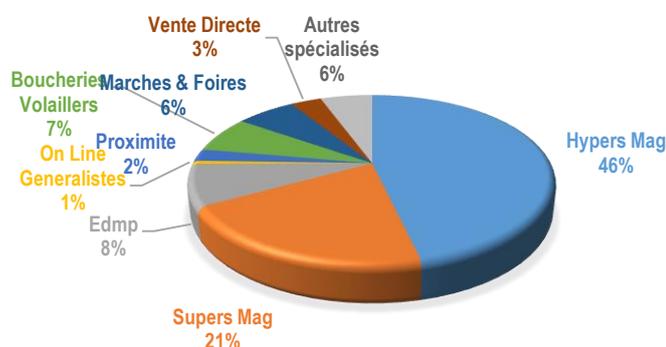
b) Consommations de lapins issus des abattages contrôlés (hors autoconsommation)

Source : ITAVI d'après SSP, SAA, douanes françaises

3.2.3.2. Achats des ménages

Le lapin est principalement acheté en GMS (Hypers et Supers) qui représente 67 % des achats en volume et en Hard Discount 8 %. Les circuits spécialisés représentent 22 % des achats en volume en 2018.

Poids des circuits de distribution en volume en 2018

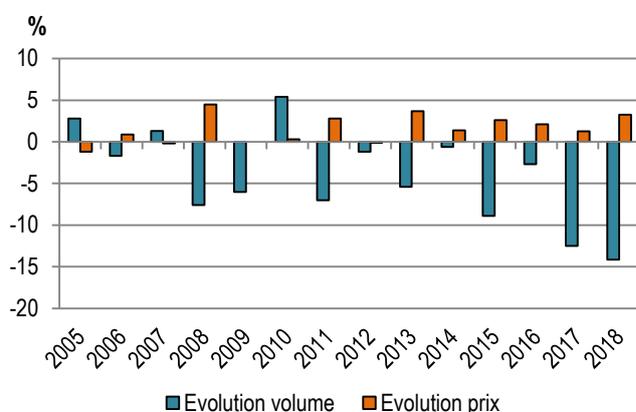


Source : Kantar Worldpanel

Selon le panel de consommateur Kantar, les achats de lapin par les ménages pour leur consommation à domicile est en repli depuis dix ans. En 2017, les quantités achetées ont diminué de 12,5 % par rapport à 2016. La tendance se poursuit en 2018 avec un repli de 14,2 % des achats des ménages. Le repli observé s'explique principalement par une baisse du taux de pénétration qui s'établit à 30,7 %. Les quantités achetées par acte (900 g / acte) et la

fréquence d'achat (2,7 actes / an) par les ménages acheteurs du panel sont également en repli. Le prix moyen en hausse (+ 3,3 %) explique un repli des dépenses à 11,4 %.

Évolution des achats des ménages en France entre 2005 et 2018



Source : Kantar Worldpanel

Sur les 7 premiers mois 2019, la baisse en volume est de 4,1 % et le prix moyen augmente de 3,2 % par rapport à la même période 2018. Sur 7 mois 2019, les achats de lapin entier (découpé ou non) suivent une baisse de 7,5 % des volumes, tout comme les achats de lapin morceaux (- 3,9 %).

Évolution des achats des ménages

	2016		2017		2018		7 M 2019	
	Évolution prix	Évolution volume						
LAPIN	2,1%	-2,7%	1,3%	-12,5%	3,3%	-14,2%	3,2%	-4,1%
Lapin entier	2,6%	-4,1%	0,9%	-16,2%	1,8%	-15,6%	5,0%	-7,5%
<i>découpé</i>	-1,0%	-0,6%	1,8%	-12,4%	2,6%	-11,4%	2,5%	-10,0%
<i>non découpé</i>	5,9%	-7,1%	0,1%	-19,7%	1,0%	-19,7%	7,7%	-4,7%
Lapin demi	2,1%	-10,5%	-3,0%	-0,5%	3,1%	0,9%	-4,5%	22,0%
Lapin Morceaux	0,8%	-3,6%	0,2%	-7,1%	3,7%	-15,4%	2,2%	-3,9%

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Il est à noter que la consommation apparente (calculée par bilan) est quant à elle en baisse de 6,8 % entre les 7 premiers mois 2019 et 2018. Cet écart avec les données Kantar s'explique par des différences de périmètre étudié et l'indisponibilité des statistiques de stocks pour l'année 2018 dans le calcul de la consommation par bilan. En effet les enquêtes Kantar ne prennent en compte que les achats d'un panel des ménages pour leur consommation à domicile. Les achats pour la consommation hors du domicile principal et en restauration hors domicile notamment ne sont pas inclus dans le panel Kantar tout comme les rayons proposant des produits à base de lapin (traiteur, conserve, etc.).

Le FOIE GRAS, Exceptionnel à chaque fois !

Rejoignez la communauté
@FandeFoieGras

DE RETOUR
SUR LES ÉCRANS
DES PLUS GRANDES
CHAÎNES TV

du 10 novembre
au 8 décembre
prochain...



Pour plus d'informations sur la tradition culturelle et gastronomique du Foie Gras :
www.leblogdufoiegras.com / www.lefoiegras.fr



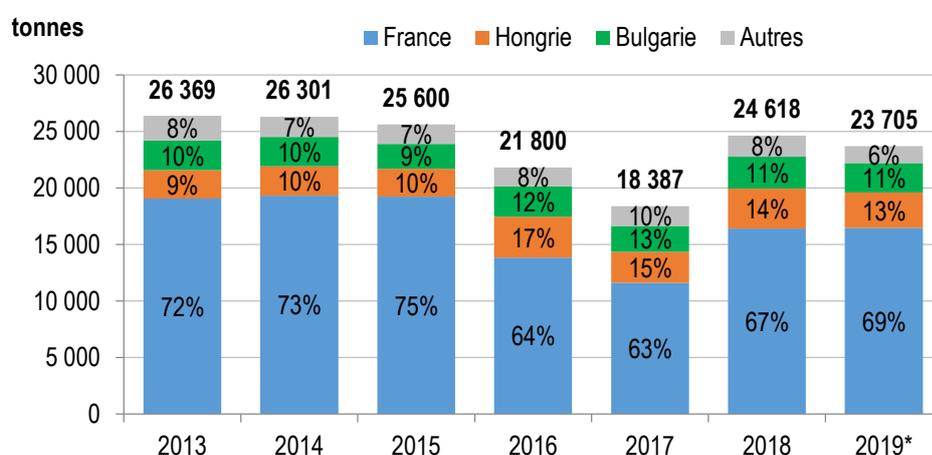
4. Le foie gras

4.1. Contexte mondial

4.1.1. Une production mondiale en baisse

Selon les estimations du CIFOG, la production mondiale de foie gras cru atteint 24 617 tonnes en 2018, soit une hausse de 34 % par rapport à 2017 avec le retour en production des pays européens après les crises Influenza aviaire. La France est de loin le premier producteur avec 16 398 tonnes produites soit deux tiers de la production mondiale (67 %), suivie de la Hongrie (14 %) et de la Bulgarie (11 %). La grande majorité des produits sont issus de la production de canard gras (92 %), les productions d'oies grasses étant surtout importantes en Hongrie, en Ukraine et en Chine.

Répartition mondiale de la production de foie gras en 2018



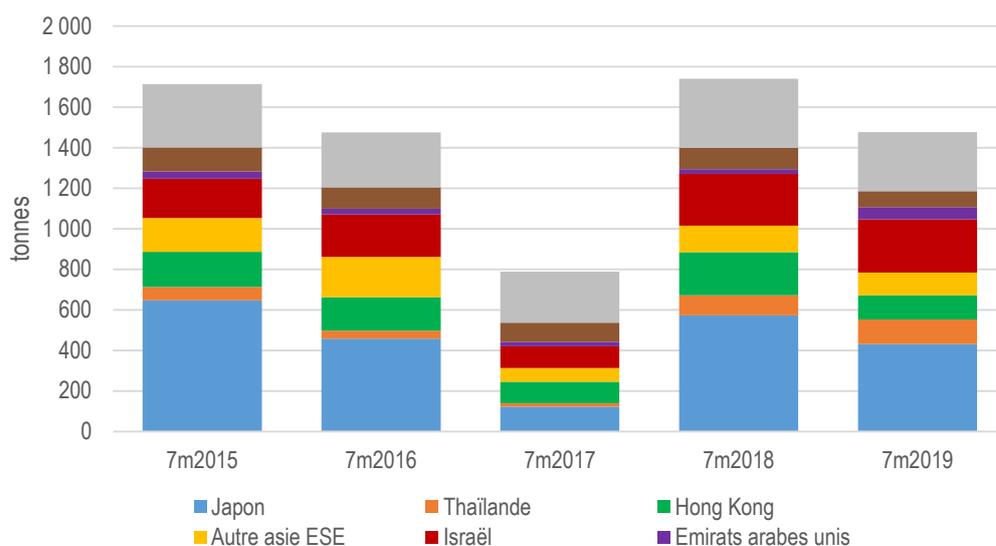
Source : CIFOG, Eurofoiegras

En 2018, les principaux pays producteurs n'ont pas subi de cas d'influenza aviaire et ont pu reprendre leur production, à l'exception de la Bulgarie où des cas d'IA ont été recensés dans la région de Plovdiv, principalement sur des poulets de chair. Au terme des crises successives, la Hongrie et la Bulgarie conservent les parts de marché gagnées lors du premier épisode d'influenza aviaire en 2015-2016, la France représentant en désormais 67 % de la production mondiale contre 75 % en 2015. En 2019, la production hongroise est estimée en repli de 12 % par Eurofoiegras, que ce soit sur l'oie (- 15 %) ou le canard (- 10 %).

4.1.2. Échanges européens : compétition pour la reconquête du marché asiatique

En 2018, 77 % du commerce communautaire de foie gras en volume est réalisé entre les États Membres. Suite aux épisodes influenza, les exportations européennes vers les pays tiers se sont nettement repliées entre 2015 et 2017 (32 %), avec la fermeture du Japon à l'importation de foie gras, augmentant d'autant le poids des échanges intra-européens. En 2018, les exportations européennes de foie gras vers les pays tiers retrouvent leur niveau d'avant crise (3350 t, 83 M€).

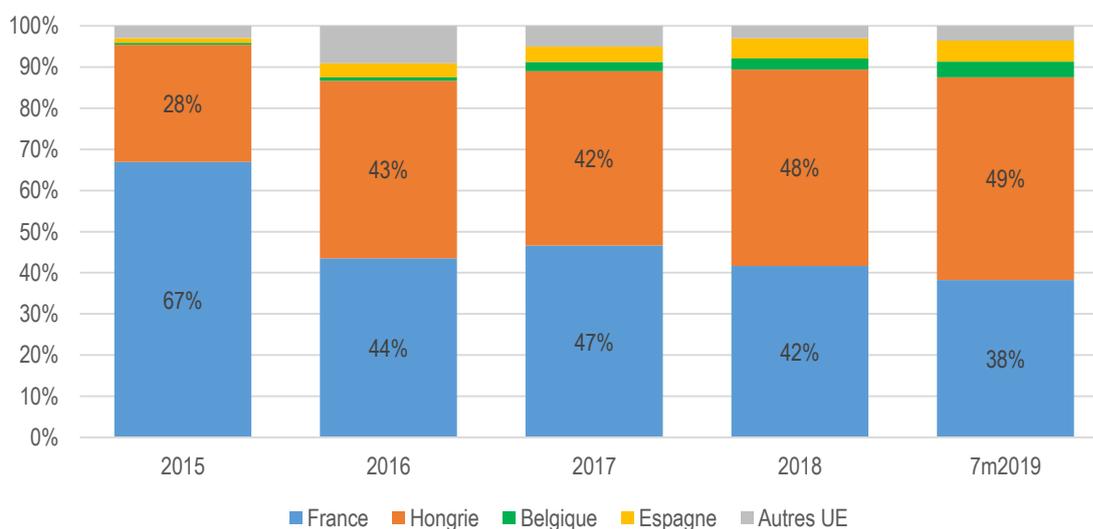
Exportations communautaires de foie gras sur les sept premiers mois de l'année



Source : ITAVI d'après EUROSTAT

Sur les sept premiers mois de l'année 2019, on constate un repli des exportations européennes de foie gras en volume (- 15,1 %), notamment les expéditions vers le Japon (- 24,8 %) et vers Hong-Kong (- 43,7 %). En effet les exportations depuis la Hongrie se sont nettement repliées en valeur (- 48,0 %) tandis que les exportations françaises progressent (+ 3,6 %) sur 7 mois 2019. Avec des exportations en hausse vers les principaux marchés asiatiques comme la Thaïlande (+ 106,5 %) ou Hong Kong (+ 19,6%), la filière française semble progressivement reconquérir le marché asiatique en 2019. Toutefois, les parts de marchés perdues ont été nombreuses et la Hongrie s'est bien positionnée à l'international durant la crise influenza. Le poids de la France dans les exportations vers les pays tiers en valeur est passé de 63 % en 2015 à 38% sur 2019.

Part de marché export en foie gras des différents pays de l'UE

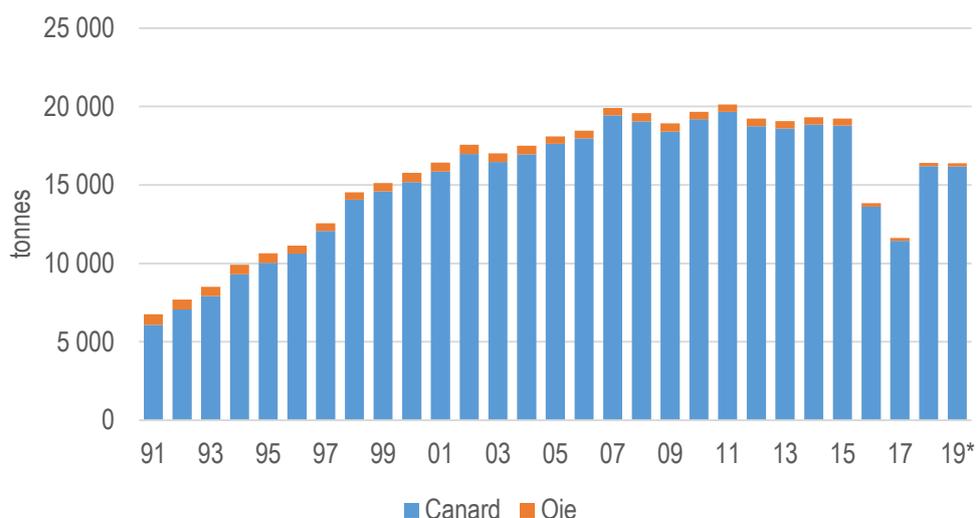


Source : ITAVI d'après EUROSTAT

4.2. Production française de foie gras impactée par les crises sanitaires

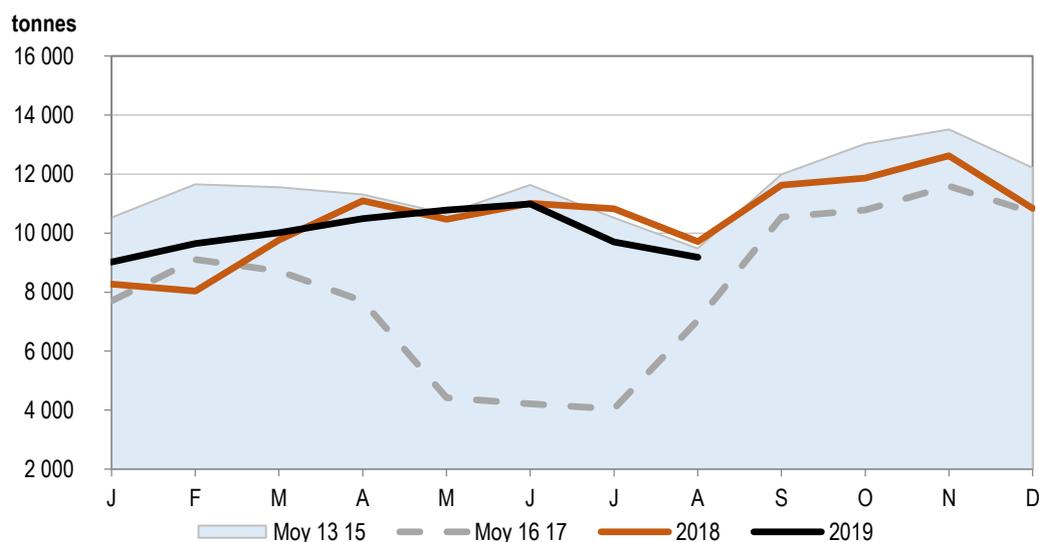
La production française de foie gras de canard est en augmentation jusqu'en 2007 puis reste stable jusqu'en 2015. En revanche la production de foie gras d'oie est en diminution constante depuis les années 1980. Le foie gras de canard correspond à 98,4 % de la production totale de foie gras, la production d'oie restant marginale en France. Selon les données du CIFOG, la production française est estimée, en 2018, à 16 398 tonnes, en hausse de 41 % par rapport à 2017. La production s'inscrit toutefois 15 % en dessous de son niveau de 2015. En 2019, la production de canard gras des sept premiers mois est en hausse de 1,6 % mais devrait rester stable par rapport à 2018 (- 0,1 %) si elle suit les tendances historiques d'abattage. Ainsi la production de foie gras en 2019 devrait rester stable autour de 16 400 tonnes, ce qui est en accord avec les prévisions d'Eurofoiegras.

Évolution de la production française de foie gras



Source : ITAVI d'après SAA, CIFOG

Abattages contrôlés de canards gras en France



Source : SSP et projection ITAVI d'août à décembre 2019

4.3. Bilan des échanges 2018 et tendance 2019

Les exportations de foie gras augmentent en volume (+ 5,1 %) et en valeur (+ 5,7 %) en 2018 par rapport à 2017. Les importations ont quant à elle augmenté de 11,8 % en volume et de 10,1 % en valeur traduisant une légère baisse du prix moyen des produits importés (- 1,5 % sur les prix à l'import) du fait de la reprise de la production en Hongrie et Bulgarie.

Les exportations de foie gras cru ont augmenté en volume vers les pays tiers (+ 75,0 %), avec un retour des exportations vers le Japon, tandis qu'elles se replient de 6,3 % vers l'UE avec un recul vers la Belgique (- 17,0 %), le Luxembourg (- 18,8 %) et le Royaume-Uni (- 5,4 %). En 2018, les exportations de foie gras cru restent en repli par rapport à la moyenne de 2013-2015, notamment dans les pays tiers (- 29,7 %) ou les niveaux d'exportations sont en repli vers le Japon (- 69,8 %) et vers Hong Kong (- 46,9 %).

D'après les données d'exportations de foie gras des principaux pays producteurs, le marché Japonais du foie gras s'est contracté de 15 % (- 170 t) entre 2015 et 2018. Durant cette période, les exportations de foie gras français ont baissé de 490 t tandis que les exportations hongroises ont progressé de 170 t et les exportations d'autres fournisseurs européens (Espagne et Belgique) ont progressé de 150 t. En valeur, les exportations françaises de foie gras vers le Japon ont été divisées par trois entre 2015 et 2018, tandis que les exportations hongroises ont progressé de 69,4 % sur la même période.

- Tendances 2019

Sur les sept premiers mois 2019, les exportations de foie gras sont en repli en volume (- 8,6 %) et en valeur (- 10,7 %). Ce sont notamment les exportations de préparations qui se replient en volume (- 14,2 %) vers la Belgique (- 59,0 %) et la Suisse (- 42,5%) notamment. Les exportations de foie gras cru sont également en repli de 8,6 % en volume, avec un repli vers l'UE-28 (- 16,3 %) et la Suisse (- 19,1 %). Le repli des expéditions vers la Suisse masquant toutefois de bonnes performances obtenues vers les marchés asiatiques.

Les importations sont en net repli pour le foie gras cru (- 34,2 %) notamment en provenance de Bulgarie (- 34,5 %) et de Hongrie (- 30,0 %) tandis que les importations de préparations sont en hausse (+ 5,1 %) notamment en provenance de Belgique (+ 51,3 %).

Avec le repli des importations, le solde des échanges de foie gras redevient positif en valeur sur 7 mois 2019 (+ 8,6 M€), même s'il reste déficitaire en volume (- 156 t).

Échanges français de foie gras

tonnes				7 mois		
	2017	2018	%18/17	2018	2019	% 19/18
Exportations	3 883	4 082	+5,1	1 642	1 461	-11,0
Conserves et préparations	2 161	2 046	-5,3	710	610	-14,2
Foie gras cru	1 722	2 036	+18,3	932	851	-8,6
Canard frais	377	456	+20,8	168	184	+8,9
Canard congelé	1 250	1 494	+19,6	737	639	-13,2
Oie frais	68	51	-25,1	10	10	-1,4
Oie congelé	27	35	+31,2	16	19	+14,4
Importations	3 712	4 148	+11,8	2 276	1 618	-28,9
Conserves et préparations	358	442	+23,6	174	235	+34,6
Foie gras cru	3 354	3 706	+10,5	2 102	1 383	-34,2
Canard frais	925	886	-4,2	467	252	-46,0
Canard congelé	2 112	2 336	+10,6	1 376	956	-30,5
Oie frais	125	174	+39,7	70	36	-48,0
Oie congelé	193	310	+61,1	189	138	-27,0
SOLDE	171	-66		-634	-156	

Source : ITAVI d'après douanes françaises

4.4. Une consommation en reprise

Selon le rapport économique du CIFOG³, les achats de foie gras crus et de préparations 100 % foie gras par les entreprises suivent une baisse depuis 2010. Les achats des ménages sont en baisse de 1,7 % par an entre 2010 et 2015 avec notamment un repli des achats de foie gras cru (- 4,5 % par an) et du foie gras d'oie (- 7,5 %). Si les ventes se replient en volume entre 2015 et 2017 (- 20,7 %), les achats des ménages se maintiennent en valeur (- 0,5 %) grâce à des hausses de prix.

En 2018, les achats des ménages sont en hausse de 6,8 % par rapport à 2017, avec hausse de la consommation de foie gras de canard en volume (+ 5,8%), la croissance de l'offre permettant une progression en linéaire. Par ailleurs, la croissance des achats en GMS s'accompagne d'une hausse du prix (+ 4,8 %) selon le panel IRI.

Achats des ménages (quantités extrapolées à l'ensemble du marché en tonnes)

	2006	2010	2015	2017	2018	% 18/17
Total	8 323	9 254	8 507	5 651	6 033	+ 6,8 %
dont foie gras d'oie	392	452	306	119	88	- 25,7 %
dont foie gras de canard	7 931	8 802	8 176	5 620	5 945	+ 5,8 %
dont cru	2 440	2 757	2 195	931	1 164	+ 25,0 %
dont prêt à consommer	5 883	6 497	6 312	4 721	4 867	+ 3,1 %

Source : CIFOG d'après Kantar Worldpanel

³ CIFOG, 2019, Rapport économique de l'année 2018

5. Conclusions et perspectives

Selon les perspectives OCDE-FAO, la volaille est la 1^{ère} viande produite et consommée dans le Monde avec 123 millions de tonnes en 2018. La peste porcine africaine crée des opportunités pour les filières avicoles à l'échelle mondiale, notamment en termes de génétique, mais aussi afin d'approvisionner un marché des viandes perturbé face à cette crise dont l'issue reste largement incertaine. Sur les dix prochaines années, la croissance de la demande des pays en développement ne semble pas pouvoir être satisfaite par les productions locales, malgré un développement rapide, d'où un recours accru aux viandes d'importation. Les pays de l'Amérique latine (Brésil) et les États-Unis devraient conforter leurs positions exportatrices.

Le poids de l'Union européenne est plus incertain compte tenu des écarts actuels de coûts de production entre l'UE et ses compétiteurs, en lien avec un environnement réglementaire plus strict et des exigences de qualité toujours plus élevées ainsi qu'un accroissement de la pression concurrentielle au travers d'accords de libre-échange défavorables sur le plan agricole (Ukraine, Mercosur). Par ailleurs, la perspective d'un Brexit sans accord se répercutera sur les pays dont la production est la plus dépendante des échanges extérieurs à l'import comme à l'export (Pologne, Pays-Bas, France, Allemagne).

Si des débats de société existent depuis les années 1980 autour de plusieurs thématiques (bien-être, environnement, santé, industrialisation...), la parution en 2006 du rapport de la FAO livestock's long shadow a porté au niveau scientifique la controverse sur l'élevage en centrant son analyse sur la demande croissante en protéines animales au niveau mondial, et ses effets sur le climat et les usages des ressources. En 2015, un rapport du CIRC pousse l'OMS à classer la viande rouge comme cancérigène probable. Ces controverses coïncident avec une tendance accrue à la déconsommation de viande, une montée du végétarisme et du flexitarisme, ainsi qu'à des revendications sur le bien-être animal qui affectent toutes les productions avicoles et cunicoles. Les récents engagements de la distribution et de la restauration collective sur une transition du marché de l'œuf vers l'alternatif illustrent bien ces évolutions. Toutefois, la consommation de produits avicoles continue d'augmenter (viande) ou reste stable (œuf) grâce à une offre en protéine à coût abordable pour le plus grand nombre. La résurgence des préoccupations environnementales, à la fois sur le plan médiatique et sociétal, montre l'éventail du marché auquel s'adaptent les filières : offrir une nourriture saine à prix abordable, respectueuse du bien-être animal et ayant un impact limité sur les usages de ressources. Des arbitrages sont cependant à réaliser en l'absence de synergies entre différents objectifs de durabilité (durées d'élevage et indices de consommation), afin de satisfaire la demande actuelle, et celle de demain.

Aussi les filières avicoles françaises doivent être en mesure de répondre aux exigences du marché européen en termes de compétitivité-prix, ainsi que sur les attentes sociétales de bien-être animal, d'usage de ressources et de santé. Plus généralement, la modification des comportements de consommation, entre baisse du temps et du budget consacré à l'alimentation, et avec un quart des repas prix hors du domicile, augmente la part des services associés à l'alimentation ce qui accentue la pression sur la marge des producteurs.

Aussi la caractérisation fine de la demande consommateur, ainsi que la connaissance de l'offre concurrentielle au niveau européen, permettront de cibler les besoins d'investissement, pour une reconfiguration de la segmentation de l'offre avicole française afin d'atteindre des marchés spécifiques en croissance ou pour conserver les acquis.



L'acteur industriel et financier des filières des huiles et protéines.

Depuis 35 ans, nous créons de la valeur dans les filières des huiles et protéines. Avec nos partenaires agriculteurs, éleveurs, chercheurs, investisseurs, nous œuvrons ensemble pour contribuer à :

BÂTIR L'AGRICULTURE DE DEMAIN,

en procurant des débouchés pérennes et durables à 100 000 agriculteurs et 26 000 éleveurs.

VALORISER LES SAVOIR-FAIRE AGRICOLES ET INDUSTRIELS DE NOS FILIÈRES,

en proposant aux consommateurs des marques de qualité comme Lesieur, Puget, Matines, Sanders, Diester... et en innovant pour développer des solutions durables dans les domaines de l'alimentation, des énergies renouvelables et de la chimie du végétal.

INVESTIR DANS L'AVENIR,

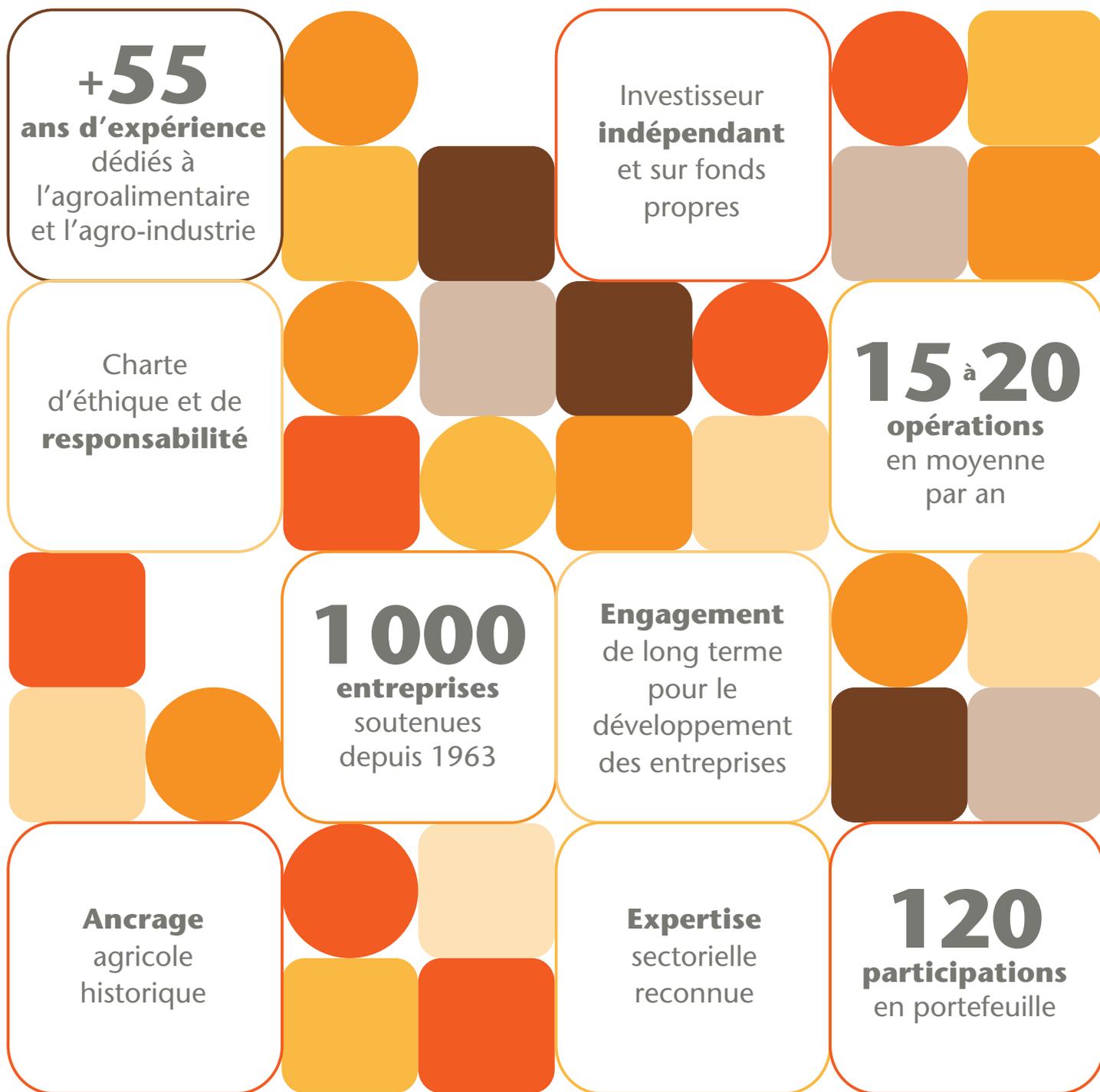
en réinvestissant l'ensemble de nos profits dans le développement des filières nationales et en accompagnant, à travers Sofiprotéol, notre société de financement et de développement, plus de 100 entreprises représentant 105 000 emplois en France.

RASSEMBLER LES MEILLEURS TALENTS AUTOUR D'UN PROJET D'ENTREPRISE FÉDÉRATEUR,

en développant l'engagement de nos collaborateurs, en initiant des projets porteurs de sens et favorables à l'emploi local partout où nous opérons.

groupeavril.com





LE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES

Unigrains accompagne le développement à long terme des entreprises françaises et européennes de toutes tailles en tant qu'actionnaire minoritaire actif et apporteur de valeur ajoutée. Avec plus de 55 ans d'expérience du capital-investissement dans l'agroalimentaire et l'agro-industrie, Unigrains est fier d'avoir apporté son expertise à plus de 1 000 entreprises.

